

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI: La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

«programme communiste»
Revue théorique en français
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«El proletario», Journal en espagnol
«Proletarian», bulletin en anglais

Journal bimestriel
N° 516
Juin-Juillet-Août 2015
52^e année - 1 €, 3 CHF, £1,5, 60 DA,
0,5 DT, 20 DH, 500 F CFA, 1,5 \$ CA

DANSCENUMERO

- Quelques Chiffres sur la Grèce et son endettement
- La «gauche de la Gauche grecque» et le référendum
- Seule l'union de classe donnera une perspective aux prolétaires migrants et autochtones
- En Espagne, une grève exemplaire. Grève des travailleurs de Movistar: Il est possible de lutter contre les conditions d'exploitation imposées par la bourgeoisie! Il est possible de vaincre si on utilise les moyens et les méthodes classistes!
- Curiosités. Le cas PAZOC

A bas la civilisation du capital !

Après les attentats, le même jour, de Tunisie (38 touristes assassinés à Sousse) du Koweït (26 chiites tués dans une mosquée) et la décapitation de son patron par un employé d'une usine de la région lyonnaise, Le premier ministre Valls, recueillant l'approbation des politiciens de droite, a déclaré le 28 juin que nous étions entrés dans une «guerre de civilisation».

Reprenant les discours sur la «guerre contre le terrorisme» qui fleurissent aux États-Unis depuis les attentats 11 septembre, Valls a poursuivi en affirmant que cette guerre serait «longue», Daech (l'«État Islamique») voulant «mettre fin» à «nos valeurs, qui sont des valeurs universelles»: «c'est notre société, notre civilisation, nos valeurs que nous défendons»; de son côté, Hollande appelait à «l'unité et au rassemblement de la nation».

Ces déclarations ne sont pas seulement des phrases rituelles de circonstance; elles manifestent le caractère profondément **conservateur, antiprolétarien**, du gouvernement, qui utilise les attentats pour renforcer l'ordre établi capitaliste, non seulement sur le plan «idéologique» mais aussi sur le plan on ne peut plus concret du renforcement des forces et mesures répressives. Le plan Vigipirate qui est en vigueur pratiquement sans discontinuité depuis son instauration par Jospin en...1995, il y a vingt ans! (1), a été porté à son niveau maximal en Rhône-Alpes pendant les jours qui ont suivi.

Ce fameux plan n'a jamais empêché aucun attentat, mais son but réel est tout autre. Selon les autorités, Vigipirate doit «rassurer la population» en montrant que les militaires la «protègent»; en fait il faut l'habituer à un déploiement militaire qui lui montre la toute-puissance de l'État: Vigipirate a fondamentalement pour fonction d'**intimider** tous ceux qui seraient tentés de se révolter, à commencer bien entendu par les prolétaires; il s'inscrit dans une tendance à la militarisation et au quadrillage des zones urbaines où les forces armées assurent le maintien de l'ordre en sus des forces de police classiques. C'est ainsi qu'après les attentats contre Charlie Hebdo et un supermarché kasher, plus de 10 000 militaires avaient été mobilisés (dont 4000 en région parisienne) pour monter la garde en divers points.

La mobilisation de près du tiers des effectifs de l'armée entraînant, parmi d'autres pro-

(Suite en page 6)

La Grèce démontre une fois de plus qu'il est impossible de lutter contre les attaques capitalistes par la voie électorale et réformiste

A l'issue d'une énième séance marathon «historique» de négociations bruxelloises entre le gouvernement grec et ses créanciers, un accord «définitif» a été une nouvelle fois trouvé pour «résoudre» la crise grecque: le premier ministre grec Tsipras et son équipe ont fini par accepter, comme condition de nouveaux crédits à l'État grec virtuellement en faillite, un plan de mesures

d'austérité sensiblement plus dur que celui qu'il avait refusé une semaine auparavant et contre lequel il avait, soi-disant, organisé un référendum! Le seul point apparemment où il a obtenu quelque chose de concret, c'est celui de la réduction des dépenses militaires: les créanciers ont accepté qu'elle soit moins forte que ce qu'ils demandaient...

TRAHISON DE TSIPRAS?

Beaucoup, y compris parmi les courants dits d'«extrême gauche» qui affirmaient n'avoir aucune illusion sur Syriza et son gouvernement, crient à la **trahison** de Tsipras. Mais ne peuvent se sentir trahis, que ceux qui prenaient pour argent comptant les discours démagogiques de ce parti et de son chef.

Syriza, qui se qualifie de parti de la «gauche radicale», n'est en réalité pas différent d'un parti réformiste classique: il ne veut pas abattre le capitalisme, mais l'améliorer, le réformer: son rêve est celui de tous les **réformistes**, le rêve d'un **capitalisme à visage humain**, celui de tous les **collaborationnistes**, le rêve de la **collaboration fraternelle entre tous les citoyens** ou au moins l'écrasante majorité d'entre eux. Mais il y a le rêve et il y a la réalité; et dans la réalité, on ne peut changer le capitalisme – seules quelques réformes de détail étant possibles, et encore à condition qu'elles ne coûtent pas grand chose –, on le combat ou on s'y soumet!

N'ayant jamais eu l'intention de combattre le capitalisme, Syriza ne pouvait que se soumettre à lui et lui soumettre les travailleurs qui lui font confiance. Porté au pouvoir en prétendant qu'il allait mettre fin à l'austérité et à la crise économique qui frappe les prolétaires et certaines couches petites-bourgeoises, Syriza incarnait l'illusion qu'un simple changement de gouvernement, obtenu tranquillement et pacifiquement par la démocratique voie électorale, pouvait amener une amélioration significative de la situation des masses. La constitution de son gouvernement sur la base d'une alliance avec un parti d'extrême-droite, militariste et pro-religieux (Anel) aurait suffi à dissiper les éventuels doutes sur la nature «radicale» de Syriza. Cependant pendant de longs mois, le gouvernement a mené la comédie de la défense des travailleurs face aux créanciers du pays, qu'il prétendait pouvoir convaincre de renoncer à une partie de leurs exigences et d'accorder de nouvelles aides financières; alors que la situation des prolétaires et des masses travailleuses ne cessait de se dégra-

der, il y a eu alors une véritable trêve sociale en partie à cause des coups ininterrompus subis par les prolétaires depuis ces dernières années, mais aussi à cause des espoirs que beaucoup nourrissaient envers Syriza.

Mais, en réalité, les négociateurs grecs défendaient en premier lieu les intérêts du capitalisme national et pas ceux des prolétaires ou de la population; en témoigne le fait qu'ils ont finalement plus facilement accepté les mesures antisociales et antiprolétariennes que celles lésant des intérêts capitalistes particuliers (ils ont par exemple défendu bec et ongles le statut privilégié des armateurs au regard de l'impôt, les dépenses militaires ou un le maintien d'un taux de TVA bas sur les activités touristiques); les mesures d'austérité imposées pour rembourser les créanciers ont eu des conséquences terribles pour l'économie en général, entraînant la disparition de milliers d'entreprises: une politique de relance économique et non plus d'austérité est donc demandée par de nom-

(Suite en page 2)

Amadeo Bordiga PARTI ET CLASSE

Publié en avril 1921 sur la revue théorique du Parti Communiste d'Italie (Rassegna Comunista), cet article lumineux d'Amadeo Bordiga s'attache à montrer quels sont, selon la conception marxiste la plus rigoureuse, les rapports du parti et de la classe prolétarienne qu'il a pour rôle de conduire à la victoire révolutionnaire. Il réfute les conceptions courantes, qu'elles soient vulgairement démocratiques ou «ultra-gauches» qui amoindrissent toutes le rôle du parti par rapport à la

classe indifférenciée, en montrant qu'elles se rattachent au fond à l'idéologie bourgeoise. Contre elles, il affirme que le parti est l'organe indispensable à la classe pour agir et pour vaincre. Cet article comme les autres qui le suivent («Parti et action de classe», «Le principe démocratique») ainsi que les Thèses de l'Internationale Communiste sur le parti, se trouve sur la brochure «Parti et Classe», Textes du Parti Communiste International n°2, disponible à notre adresse.

Les thèses sur le rôle du Parti Communiste dans la Révolution prolétarienne adoptées par le Second Congrès de l'Internationale Communiste, qui sont véritablement et profondément inspirées de la doctrine marxiste, prennent pour point de départ la définition des rapports entre parti et classe, et établissent que le parti de classe ne peut comprendre dans ses rangs qu'une partie de la classe, jamais sa totalité, ni peut-être même sa majorité.

Cette vérité évidente aurait été mieux mise en relief si on avait précisé qu'on ne peut même pas véritablement parler de classe tant qu'il n'existe pas une minorité de cette classe tendant à s'organiser en parti politique.

Qu'est-ce en effet, selon notre méthode critique, qu'une classe sociale? La constatation purement objective, extérieure, de l'analogie de situation économique et sociale d'un grand nombre d'individus, de l'analogie de leur position par rapport au procès de production, suffit-elle à la définir? Ce serait

trop peu. Notre méthode ne se borne pas à décrire l'ensemble social tel qu'il existe à un moment donné, à tracer de manière abstraite une ligne qui divise en deux parties les individus qui le composent, comme dans les classifications scolastiques des naturalistes. La critique marxiste voit la société humaine en mouvement, dans son développement dans le temps, selon un critère essentiellement historique et dialectique, c'est-à-dire en étudiant l'enchaînement des événements dans leurs interactions réciproques.

Au lieu de prendre, comme dans la vieille méthode métaphysique, un cliché instantané de la société à un moment donné, puis de l'étudier pour y reconnaître les diverses catégories dans lesquelles les individus qui la composent doivent être classés, la méthode dialectique voit l'histoire comme un film qui déroule ses tableaux l'un après l'autre; c'est dans les caractères saillants de leur mouvement qu'il faut chercher et reconnaître la classe.

Dans le premier cas, nous tomberions

sous les coups des mille objections des purs statisticiens, des démographes, gens à courte vue s'il en est, qui réexamineraient les divisions en faisant observer qu'il n'y a pas deux classes, ni trois, ni quatre, mais qu'il peut en exister dix, ou cent, ou mille, séparés par des gradations successives et des zones intermédiaires indéfinissables. Dans le second cas, nous avons bien d'autres éléments pour reconnaître ce protagoniste de la tragédie historique qu'est la classe, pour en fixer les caractères, l'action, les objectifs, qui se concrétisent dans des traits d'une évidente uniformité, au milieu du changement d'une multitude de faits que le pauvre photographe de la statistique enregistrait dans une froide série de données sans vie.

Pour dire qu'une classe existe et agit à un certain moment de l'histoire, il ne nous suffira donc pas de savoir combien étaient, par exemple, les marchands de Paris sous Louis XVI, ou les landlords anglais au XVIII^eème

(Suite en page 7)

La Grèce démontre une fois de plus qu'il est impossible de lutter contre les attaques capitalistes par la voie électorale et réformiste

(Suite de la page 1)

breux capitalistes.

Mais les négociations et les accords entre bourgeois ou entre Etats bourgeois – y compris quand ces Etats sont des «partenaires» au sein d'une «union»! – ne se fondent que sur des **rappports de force**. Le chétif capitalisme grec n'avait guère la force de résister bien longtemps aux exigences des grands capitalismes européens, surtout lorsque son Etat est au bord de la faillite. Placé fin juin par les créanciers devant un quasi ultimatum d'accepter leur plan, le gouvernement Tsipras répliquait par l'organisation d'un référendum sur ce plan, en appelant à voter non. Alors que cette décision était saluée avec enthousiasme par toute une partie de la gauche et de l'extrême gauche européenne qui y voyait la possibilité qu'un «peuple» refuse démocratiquement l'Europe de l'austérité et de la finance, etc., voire sorte de «carcan de l'euro», Tsipras précisait clairement que ce référendum était organisé, non pour rompre avec les créanciers, mais pour continuer les négociations avec eux, dans une position qui serait renforcée par le suffrage universel. Dans la campagne pour le oui se sont retrouvés les partis bourgeois traditionnels (les socialistes du Pasok et la droite de la Nouvelle Démocratie) ou non (les centristes de To Potami), les organisations patronales mais aussi les directions syndicales du secteur privé, les grands médias, etc., appuyés par les gouvernements européens. Les partisans du non regroupaient, outre Syriza, les néo-fascistes d'Aube Dorée et les petites formations d'extrême gauche, y compris une partie des anarchistes. Le Parti Communiste Grec (KKE) refusait de participer à la campagne pour le non: en affirmant – avec raison – que les propositions du gouvernement ne valaient pas mieux que celles des créanciers; il appelait au vote nul (l'essentiel, c'est de voter!) moyen selon lui d'exprimer un «double non» à ces deux propositions et défendre sa propre perspective nationaliste de sortie de l'UE.

La suite est connue: les partisans du non ont obtenu une victoire retentissante (près de 60% de non, 6% de votes blancs ou nuls, le oui ne recueillant que 36% des suffrages; le nombre d'abstentions, en baisse, étant de 38%); la grande place Syntagma d'Athènes a vu des scènes de liesse d'électeurs persuadés d'avoir infligé un coup sévère aux partisans de l'austérité et notamment aux vieux

partis qui se sont succédés au gouvernement tout au long de ces dernières années. Les formations de la gauche radicale européenne célébrèrent également cette victoire électorale; nous donnerons comme seul exemple les déclarations de Rifondazione Comunista en Italie, mais nous aurions pu citer celles identiques du Front de Gauche français, du Podemos espagnol, etc.: «*La victoire du Non en Grèce représente la victoire de la démocratie et de la dignité du peuple grec contre le terrorisme financier de la troïka. Il s'agit d'un résultat historique pour la Grèce et les peuples européens*» (1).

Quelques heures à peine après cette victoire historique de la démocratie, le premier ministre Tsipras, après avoir écarté son ministre de Finances, au ton trop revendicatif, réunissait tous les partis parlementaires, de droite comme de gauche, à l'exception d'Aube Dorée; tous, sauf le KKE, lui accordaient leur soutien total pour négocier avec les créanciers le maintien de la Grèce dans la zone euro... sur la base du plan proposé par ceux-ci! Battu à plate couture dans les urnes, le oui triomphait ainsi dans les faits! Il serait difficile d'imaginer une démonstration plus éclatante de l'inanité des illusions électorales et du rôle de désorientation du cirque électoral...

En recueillant l'assentiment des vieux partis bourgeois traditionnels, Syriza devenait le représentant d'une véritable **union nationale**, le défenseur des intérêts de toute la bourgeoisie grecque face aux Européens.

Les déclarations d'intention ne suffisant pas, les négociateurs grecs présentèrent à Bruxelles un plan précis et détaillé, rédigé sous la houlette de hauts fonctionnaires français, qui acceptait tous les points dénoncés une semaine auparavant comme étant un ultimatum. Mais lorsque commencèrent les séances de négociations, ce plan fut rejeté par les représentants allemands, qui en présentèrent un autre, fondé sur l'expulsion – pour 5 ans – de la Grèce de la zone euro, car, selon eux, la «*confiance*» dans le gouvernement grec n'existait plus: pour les capitalistes, la confiance se base sur la soumission.

Il fallut d'interminables et âpres négociations pour que les dirigeants allemands abandonnent cette perspective et acceptent le maintien de la Grèce dans la zone monétaire européenne, en lui infligeant en contrepartie des mesures drastiques et hu-

miliantes pour les dirigeants grecs qui devaient payer pour avoir essayé de leur tenir tête.

En bons larbins réformistes, les représentants grecs acceptèrent finalement tout ce qu'on leur demandait; ce n'était pas une **capitulation**, car le gouvernement Tsipras avait **déjà** capitulé en réalité avant même le début des négociations, alors que, électoralement victorieux, il avait été adoubi par tous les partis, en particulier par ceux qui avaient appelé à voter oui; capitulation non pas par rapport à une défense des intérêts des prolétaires et des masses pauvres qui n'a jamais été l'objectif véritable de Syriza, mais par rapport au refus d'accepter toutes les exigences des créanciers et de renoncer à obtenir un allègement du fardeau de la dette.

Nous avions écrit que «*le gouvernement Syriza-ANEL n'a pas d'alternative: il lui faudra se soumettre aux pressions des Etats bourgeois plus puissants s'il ne veut pas être éjecté de la zone euro, ou remplacé par un gouvernement plus compréhensif. (...) Syriza se trouve placé dans l'inconfortable situation d'avoir à choisir entre s'attaquer ouvertement aux intérêts des prolétaires et des masses travailleuses, ou à ceux du capitalisme; et comme tous les partis réformistes, qui sont indissolublement liés à la défense du mode de production capitaliste, elle ne pourra que s'attaquer aux travailleurs, en profitant de la confiance que ces derniers lui portent. C'est le rôle que lui assigne la bourgeoisie, grecque et internationale, qui ne tolérera son gouvernement qu'aussi longtemps qu'il le remplira.*» (2).

Il n'a pas fallu attendre bien longtemps la démonstration de cette facile prévision. Il paraît d'ailleurs que lors des dernières négociations, certains Etats et certaines «institutions» ont menacé d'obliger à la formation d'un nouveau gouvernement, peut-être d'un «*gouvernement technique*», si les dirigeants grecs rechignaient à accepter les conditions demandées par les créanciers. Mais d'autres ont probablement fait valoir que Tsipras et ses partisans, renforcés par leur «victoire» électorale, étaient les mieux à même de faire avaler l'amère pilule aux masses prolétariennes: c'est précisément à cela que sert la démocratie.

CONTRADICTIONS INTERIMPÉRIALISTES

Les négociations de Bruxelles ont été particulièrement houleuses, voyant s'affronter deux groupes de pays à propos du sort

réservé à la Grèce: d'un côté, l'Allemagne avec ses alliés des pays du Nord qui préconisaient la sortie du pays de la zone euro, de l'autre la France, soutenue par Chypre et l'Italie, qui y étaient opposés. Certains ont voulu y voir l'opposition de deux conceptions de l'Europe: d'un côté les partisans de l'orthodoxie financière et du respect des traités, de l'autre les partisans de la solidarité entre les peuples.

La réalité est bien différente; en «défendant la Grèce» contre les représentants allemands, Paris ne défendait pas le «peuple» grec et encore moins les prolétaires grecs: le projet présenté par le gouvernement grec et rédigé en collaboration avec des responsables français reprenait toutes les mesures anti-ouvrières et antisociales demandées par les créanciers européens. Au cours des négociations, le ministre français des Finances utilisa l'argument que si la Grèce quittait la zone euro, elle ne pourrait pas rembourser sa dette; mais le plus inquiétant pour Paris et Rome était qu'une sortie de l'euro aurait risqué d'entraîner des troubles économiques dans la zone, portant un coup sévère aux maigres espoirs de redémarrage de la croissance en France et en Italie. La prétendue «défense de la Grèce» n'était que la défense des intérêts capitalistes nationaux français et italiens!

La position des dirigeants allemands était différente parce que la bonne santé de leur économie lui aurait permis d'absorber sans trop de peine le choc d'un «Grexit» (sortie de la Grèce de l'euro); ce qui les préoccupait davantage, au delà de la perspective peu riante d'accorder à fonds perdus des crédits supplémentaires à la Grèce, c'était de créer un précédent qui pourrait demain être invoqué par des gouvernements d'autres pays beaucoup plus gros, par l'exemple l'Espagne; d'où leur volonté, si le Grexit n'avait pas lieu, d'infliger des conditions punitives à la Grèce afin que cela serve d'avertissement pour ceux qui seraient tentés de l'imiter...

Enfin les Etats-Unis firent pression sur l'Allemagne pour que la Grèce ne soit pas éjectée de la zone euro et que sa dette soit réduite (3). Cela correspond à leur position traditionnelle consistant à pousser les Européens à abandonner les politiques d'austérité et à adopter des mesures de relance économique, afin qu'ils jouent un rôle de locomotive d'une croissance mondiale en ralentissement; mais dans ce cas précis, leur

Quelques Chiffres sur la Grèce et son endettement

Dette publique totale de la zone euro:
9233 milliards

Dette publique **grecque** :

321,7 milliards d'euros, (3,48% du total de la dette de la zone euro), équivalent à 176% du Produit Intérieur Brut du pays.

Dette publique **portugaise:**

225,9 milliards d'euros (2,4% du total), équivalent à 130,2% du PIB

Dette publique **italienne:**

2134 milliards d'euros, (23% du total), équivalent à 134% du PIB.

Dette publique **française:**

2084 milliards d'euros, (22,5% du total), équivalent à 95% du PIB

Dette publique **allemande:**

1826 milliards d'euros (19,7% du total), équivalent à 74,7% du PIB

Dette publique **espagnole:**

1046 milliards d'euros (11% du total), équivalent à 98% du PIB

Dette publique **britannique:**

environ 1300 milliards d'euros (la Grande-Bretagne ne fait pas partie de la zone euro), équivalent à 89,4% du PIB

(source Eurostat, chiffres pour décembre 2014)

On voit que la dette publique grecque est de relativement peu d'importance, rapportée à l'endettement de l'ensemble de la zone euro ou à l'endettement des grands pays

européens. Mais le problème est que les caisses de l'Etat grec sont vides!

CRÉANCIERS DE LA GRÈCE

Les créanciers sont maintenant essentiellement des institutions publiques (80% du total) européennes (Fonds Européen de Stabilité Financière, où participent tous les Etats de l'UE au prorata de leur PIB, Banque Centrale Européenne, etc.) et internationales (FMI), alors qu'avant la restructuration de 2012, il s'agissait majoritairement (52%) de créanciers privés: ceux-ci –les banques– ne représentent plus que 10% du total, et il ne s'agit plus que de banques grecques (les banques étrangères, Allemandes et Françaises, ont pu se retirer du pays sans trop y perdre: elles ont été les premières bénéficiaires du plan d'«aide à la Grèce»).

Il y a aussi pour 10% environ des prêts bilatéraux à la Grèce de divers Etats. Les principaux créanciers étatiques de la Grèce (par prêts bilatéraux et par l'intermédiaire du FESF) sont: l'Allemagne (56,5 milliards d'euros), la France (42,4 milliards), l'Italie (37,2 milliards), l'Espagne (24,7 milliards), les Pays-Bas (1,9 milliards), la Belgique (7,2 milliards), etc. La Grèce paye des intérêts à ces divers pays (2,4 milliards d'euros ont été remboursés à la France au premier trimestre 2015, selon l'INSEE).

(Source: Le Monde, 5-6/7/2015)

COMMERCE EXTÉRIEUR GREC

En 2014 le commerce extérieur est resté déficitaire et le déficit a même augmenté: 14,1 milliards d'euros de déficit contre 12,2 milliards en 2013, ce qui constitue un déficit énorme de 27% des échanges de marchandises.

L'Union Européenne représentait en 2014 45% des exportations grecques et 47,2 de ses importations, après venait le commerce avec les pays balkaniques (Bulgarie, Roumanie, Croatie, Serbie, Macédoine, Albanie, etc.) avec qui la Grèce enregistre un excédent commercial de 1 milliard d'euros. Les hydrocarbures dominent le commerce grec (35% des échanges) même si la crise économique a fait baisser les importations pétrolières. Outre les produits pétroliers, la Grèce importe des produits manufacturés (notamment en 2014 des navires achetés à la Corée du sud), suivis à distance par des produits alimentaires.

Pour ce qui est des exportations, elle exporte également des produits pétroliers, des produits manufacturés (38% des exportations) et des produits agricoles (17% des exportations).

Principaux fournisseurs de la Grèce:

Russie (produits pétroliers) avec 10% des parts de marché, suivie par l'Allemagne à 9%, l'Irak (produits pétroliers) à 7,8%, l'Italie à 7,5%, les Pays-Bas à 4,9% dépassant la France à 4,5%.

Principaux clients:

Turquie avec 12,2% du total (exportations constituées pour 70% par des produits pétroliers, suivis par le coton et des produits du même genre), suivie par l'Italie à 9,2%, l'Allemagne à 6,5%, la Bulgarie à 5%, Chypre à 4,6%.

(source: Services économiques de l'Ambassade de France à Athènes)

La petite Grèce (près de 11 millions d'habitants) est une puissance économique influente sur ses voisins balkaniques. Les Banques grecques possèdent plus du cinquième des actifs bancaires en Bulgarie et en Macédoine, et elles sont aussi fortement implantées en Roumanie, Albanie et Serbie. La Grèce est le troisième investisseur étranger en Serbie et Macédoine. Les relations économiques avec ces pays sont importants et toute crise économique en Grèce y a des retombées immédiates; par exemple la Bulgarie avait reçu 1 million de touristes grecs en 2014, alors que les restrictions bancaires actuelles en Grèce, ont fait drastiquement chuter leur nombre en ce début de saison. En outre, l'économie de la Grèce étant nettement plus développée, entre 700 000 et 1 million de travailleurs des pays balkaniques (dont près des deux tiers venant d'Albanie) y travaillent habituellement: le retour de cette masse de travailleurs émigrés dans leur pays à cause de l'explosion du chômage causé par la crise grecque va y avoir inévitablement de graves conséquences sociales.

(chiffres tirés du *Wall Street Journal*, 13/7/15).

La Grèce démontre ...

position s'explique principalement par le souci d'éviter qu'un membre de l'OTAN occupant une position stratégique-clé, soit plongé dans un marasme économique qui affaiblirait ses capacités militaires. Cependant les Etats-Unis ne voulurent pas s'immiscer directement dans les négociations, comme le leur demandait Tsipras, le prétendu représentant de la «gauche radicale», qui espérait trouver un appui solide dans l'impérialisme américain...

Aucun de ces Etats ne pouvait se soucier de la situation des prolétaires et des masses grecques parce que tous ont pour fonction de défendre le mode de production capitaliste contre leurs propres prolétaires et ceux des pays qu'ils dominent!

TOUS LES ETATS BOURGEOIS ET TOUTES LES CLASSES POSSÉDANTES SONT LES ENNEMIS DES PROLÉTAIRES

Les prolétaires grecs ont reçu une dure leçon dont les enseignements, conformes au marxisme, sont valables pour les prolétaires du monde entier: il est impossible de se défendre contre les attaques capitalistes, qu'elles soient menées par leurs propres capitalistes ou, au nom des intérêts supérieurs du capitalisme, par des capitalistes étrangers, en se fiant aux mécanismes de la démocratie parlementaire; le bulletin de vote n'est qu'un chiffon de papier qui ne peut en aucune façon primer sur les intérêts bourgeois et résoudre les contradictions sociales. Un prétendu «vote de classe», comme celui en faveur du non salué par l'extrême gauche européenne, n'est qu'une triste illusion: la lutte de classe ne se déroule pas dans l'enceinte des parlements, mais dans les

usines, dans les entreprises et dans la rue. On ne peut adoucir les exigences capitalistes en essayant d'émouvoir les bourgeois par la description des souffrances des populations, comme paraît-il le faisaient, en ne suscitant que des hausses d'épaules, les négociateurs grecs à Bruxelles – d'accord pour faire souffrir les prolétaires mais pas trop quand même! Les prolétaires ne doivent pas s'attendre à de la pitié ou de la commisération des capitalistes et de leurs valets, mais seulement à des coups; ces coups peuvent sans doute être plus ou moins brutaux, mais ce n'est là qu'une différence de degré due à une différence de méthode: la méthode réformiste est plus douce pour éviter dans la mesure du possible qu'éclatent des affrontements sociaux. Mais lorsque les intérêts bourgeois sont trop urgents la méthode réformiste emprunte aussitôt la voie des diktats et, lorsque les affrontements menacent, la voie de la violence et de la répression: Tsipras n'est que l'énième exemple.

Le «plan de sauvetage» finalement conclu à Bruxelles, avec tous les sacrifices qu'il impose aux prolétaires et aux masses (augmentation de l'âge de la retraite jusqu'à 67 ans pour certains et réduction des pensions des agents de l'Etat, nouvelles coupes dans les mesures sociales, augmentation des prix et des taxes etc.), mais également à certaines couches de la petite et moyenne bourgeoisie, avec les restrictions de souveraineté imposées à l'Etat grec (au grand scandale des nationalistes d'«extrême gauche»), ne résoudra pas les problèmes qu'affronte le capitalisme grec; selon nombre d'économistes, il les aggravera au contraire en accentuant la dépression économique que celui-ci connaît depuis plusieurs années. C'est en tout cas l'avis du FMI, qui après avoir pesé de tout son poids pour le faire admettre par le gouvernement d'Athènes, estimait dans

un rapport publié le 14 juillet, mais connu des responsables européens lors des négociations, que ce plan était non viable si les Etats européens n'acceptaient pas de réduire ou de supprimer la dette due par les Grecs – ce qu'ils ont obstinément refusé! De nouvelles crises grecques sont donc inévitables, avec leurs lots de mesures anti-ouvrières...

La crise grecque n'est que la manifestation extrême de la crise générale du capitalisme en Europe et dans le monde; c'est pourquoi l'alternative, tout aussi bourgeoise, d'une sortie de la zone euro et/ou de l'Union européenne, ne peut pas être une solution pour les prolétaires. Ce qui est possible pour un puissant Etat impérialiste comme la Grande-Bretagne: fonder sa prospérité sur une monnaie indépendante et envisager de quitter l'UE, ne l'est pas pour le faible capitalisme grec; les lois impitoyables du marché capitaliste où, par temps de crise, ne surnagent que les plus forts, s'appliqueraient à elle avec peut-être encore plus de violence si la Grèce quittait l'alliance capitaliste qui s'appelle l'Union Européenne. Le capitalisme grec, privé ou d'Etat, devrait extorquer encore plus féroce de la plus-value à ses prolétaires au nom de la défense de la patrie, en réalité pour résister à ses concurrents sur le marché mondial.

Il n'existe pas de solution bourgeoise à la dégradation des conditions de vie et des prolétaires qui, d'une manière plus ou moins prononcée, se vérifie dans tous les pays. Les partisans de la collaboration entre les classes, qu'ils appartiennent à la dite «gauche radicale» ou au «réformisme» traditionnel, ne peuvent que collaborer à cette dégradation parce que la collaboration entre les classes signifie soumission à la classe dominante: ce n'est pas un hasard si Pablo Iglesias, le leader du Podemos espagnol, a approuvé la conduite de Tsipras...

POUR LA REPRISE DE LA LUTTE DE CLASSE, POUR LA CONSTITUTION DU PARTI DE CLASSE INTERNATIONAL

Pour les prolétaires il n'y a pas d'autre solution que de rompre avec la collaboration de classe et tous les partis et syndicats qui la soutiennent, et de prendre la voie de la lutte de classe anticapitaliste. Il n'est possible d'affronter et de vaincre les capitalistes et leur Etat que par la lutte ouverte, en adoptant les méthodes, les moyens et les buts classistes:

défense intransigeante des seuls intérêts prolétaires, organisation indépendante de classe, tant sur le plan de la lutte de défense immédiate que de la lutte anticapitaliste plus générale, constitution du parti politique de classe, internationaliste et international, en liaison avec les prolétaires de tous les pays., pour diriger la lutte jusqu'à la victoire révolutionnaire.

Cette voie n'est pas facile, mais c'est la seule **réaliste**, alors que les faits ont démontré une nouvelle fois que la voie réformiste et électoraliste, collaborationniste et nationaliste, n'est qu'une mortelle utopie, qui ne sert que la bourgeoisie.

18/7/2015

(1) <http://www.rifondazione.it/primapagina/?p=18794>

(2) Prise de position du 27/4/2015

(3) Le ministre de Finances allemand a répondu en faisant allusion à la situation de Porto-Rico: ce petit Etat, qui a le statut d'«Etat associé» aux Etats-Unis est, lui aussi, virtuellement en faillite, mais Washington refuse de le secourir.

La «gauche de la Gauche grecque» et le référendum

Nous n'allons pas faire une revue exhaustive des positions des forces politiques grecques dites d'extrême-gauche, par manque d'information. En particulier la position des anarchistes grecs qui ont un poids certain dans l'extrême gauche est difficile à connaître. Divers regroupements anarchistes ont appelé plus ou moins explicitement au vote non car il ouvrirait «la voie à une dynamique sociale imprévisible» (Mouvement anti-autoritaire de Thessalonique, 1/7/15) ou parce qu'il permettrait de «transformer le référendum du gouvernement en un grand non ouvrier et populaire à la poursuite de la politique des mémorandums» (éditorial d'Indymedia Athènes, 5/7/15), tandis que les anarcho-syndicalistes grecs appelaient, après le référendum, à «transformer la défaite du capital en une victoire réelle de la classe ouvrière». (*Alternative Libertaire*, 5/7/15). Ceci montre que les illusions électoralistes n'épargnent pas les anarchistes: eux aussi, ou au moins une partie d'entre eux, croient qu'il est possible d'utiliser les élections, le système électoral mis au point par la bourgeoisie pour détourner les travailleurs de la lutte prolétarienne, pour renforcer ou initier cette lutte!

LES TROTSKYSTES

Dans le conflit entre bourgeois, opposant le capitalisme grec et ses créanciers, les trotskistes grecs ont pris fait et cause pour leur capitalisme.

Cela a été évident lors du référendum. Il s'agissait d'approuver les propositions de la Troïka (en votant Oui) ou celle du gouvernement Syriza-Anel (en votant Non).

San surprise, la «Troïka» (Commission Européenne, BCE et FMI) proposait d'accroître l'exploitation des prolétaires pour restaurer le taux de profit des capitalistes et assurer le remboursement des dettes de la bourgeoisie grecque envers les banques européennes. Fort logiquement également – sauf pour ceux qui ne voulaient pas voir – le gouvernement grec ne proposait qu'une autre version d'une même politique avec le maintien des programmes d'armement et des allègements fiscaux pour les armateurs, et la poursuite de sa politique d'austérité (augmentation de l'âge de départ à la retraite, baisse des salaires et des pensions, hausse des prix avec une augmentation de la TVA sur les produits de consommation, ...).

Face à cet affrontement entre exploités, les trotskistes grecs ont répondu présents à l'appel de leur bourgeoisie en faisant activement campagne pour le Non. Précisons d'abord qu'une partie des groupes trotskystes grecs fait partie de Syriza où elle anime le courant de gauche, tandis qu'une autre partie est membre de la coalition Antarsya.

Le SEK (Parti des Travailleurs Socialis-

tes) – membre de la Tendance socialiste internationale (dirigée par le SWP britannique) et faisant partie d'Antarsya – appelait à «un front uni pour annuler la dette – nationaliser les banques – sortir de l'euro et l'UE» – front interclassiste autour de revendications purement bourgeoises – et pour «écraser ceux qui restent fidèles à la Troïka et aux mémorandums» – mais pas les défenseurs du capital. Par conséquent, l'organisation trotskiste «exig[e] que le gouvernement de gauche passe directement à la mise en œuvre des promesses qu'il avait fait au mouvement ouvrier afin de se faire élire», c'est-à-dire que Syriza applique son programme 100 % réformiste.

L'OKDE-Spartakos – section de la Quatrième Internationale-SU (QI-SU, à laquelle appartiennent les trotskistes du NPA) et également membre d'Antarsya – entretient moins d'illusions dans le gouvernement et critique l'incapacité «de Syriza à entrer en conflit avec les intérêts du capital et des institutions capitalistes». Notons que l'OKDE a eu des différends avec la QI-SU parce que celle-ci a soutenu Syriza plutôt qu'elle aux élections. L'OKDE refuse d'entrer dans le chantage de la sortie de la zone euro en affirmant que «La classe ouvrière ne peut pas et ne doit pas être terrifiée, parce qu'elle n'a rien de substantiel à perdre à des contrôles de capitaux ou à une crise générale de la zone euro». Si elle appelle à voter Non au référendum, elle affirme que cette consigne ne doit en aucun cas être prise comme un vote de confiance au gouverne-

ment de Syriza - Anel «car dans certaines questions, les propositions du gouvernement sont encore plus réactionnaires que celles des institutions». De la même manière, l'OKDE ébauche une timide dénonciation de l'électoralisme: «Les élections n'ont jamais été la solution magique pour se débarrasser de l'austérité et le référendum ne le sera pas plus».

Mais derrière ce pseudo-radicalisme de façade se cache le même nationalisme. L'objectif reste «la voie d'une rupture avec l'UE et le FMI» (et «cette rupture ne peut pas être faite uniquement avec le vote») et, après avoir émis ces réserves mentales sur les élections, elle plonge dans le mouvement électoral en appelant elle aussi au vote non, présenté comme un «Non globalement à la zone euro, à l'UE et au FMI, et pas seulement à leurs propositions».

Nulle part un quelconque Non à la bourgeoisie grecque. Nulle part un Non à l'exploitation capitaliste. Nulle part un Non à l'unité nationale!

Au niveau international, cette position de l'OKDE a été relayée par la QI-SU appelant à «un NON massif aux exigences de la troïka dimanche prochain. Toutes et tous au côté du peuple grec!» (prolétariat, connaît pas): réconciliation de la direction trotskyste internationale avec sa section locale dans le suivisme vis-à-vis de Syriza et la diffusion des illusions sur le référendum...

A côté de ces courants, Xekinima – section du Comité pour une Internationale en Grèce et intégrée à Syriza – décroche la palme du suivisme. Non seulement elle salue la «bonne décision [du gouvernement] en faisant appel à la volonté du peuple grec». Elle est franchement et ridiculement enthousiaste: «Pour les travailleurs, les pauvres, les chômeurs, les désespérés, c'est un grand jour! Le sourire peut retourner sur leurs visages!» Ah! Les joies du cirque électoral! Malheureusement, le sourire allait vite se transformer en grimace... Ces trotskistes se font les chantres du nationalisme grec. Selon eux, ce référendum opposerait «les forces de la réaction (la BCE, le FMI, les multinationales, etc.)» au «peuple grec» – c'est-à-dire «les travailleurs, les chômeurs, les pauvres et les petits entrepreneurs et les couches moyennes détruits par la crise capitaliste». L'éternel combat de la nation contre les capitalistes apatride!

Classiquement, ce nationalisme va de

pair avec un profond réformisme. La perspective offerte aux prolétaires est que «les bonnes politiques – qui rompent avec le système pourri actuel – [soient] appliquées». Ces «bonnes politiques» de nos trotskistes auraient un effet miraculeux sur la crise capitaliste qui frappe la Grèce: «Grâce à une série de mesures, l'économie grecque peut se remettre d'aplomb et commencer à servir les intérêts de la société au lieu des profits de la ploutocratie. Les contrôles de capitaux doivent être immédiatement imposés de façon à empêcher le grand capital d'exporter ailleurs son argent et ses profits, en d'autres termes la richesse produite par notre travail. Une limite doit être instaurée sur les retraits bancaires, qui soit suffisante pour couvrir les besoins des familles des travailleurs et des petites entreprises, pour empêcher les capitalistes de vider les réserves des banques». Donc par quelques mesures, il serait possible que le capitalisme grec, non seulement se remette sur pied, mais serve les intérêts de «la société». Avec ce conte de fée ultra-réformiste, nos «trotskystes» font disparaître les classes sociales...

Comme leurs congénères argentins et de tous les pays, les trotskistes grecs se font les vecteurs du social-patriotisme au nom de la lutte contre la dette. Ils constituent un dangereux obstacle sur le chemin de la constitution du parti de classe et de la reprise de la lutte de classe en Grèce contre l'exploitation capitaliste.

LE PARTI COMMUNISTE GREC (KKE)

A la différence des trotskystes et des anarchistes, le KKE a une influence significative dans certains secteurs de la classe ouvrière grâce à son regroupement syndical «Pame», il jouit d'une certaine audience électorale et il dispose d'un groupe parlementaire (17 députés). Il est d'autant plus dangereux qu'il affiche une opposition résolue au gouvernement Syriza-Anel dont il rappelle qu'il n'a aboli aucune loi antisociale instaurée par les gouvernements précédents; il est même capable de critiquer ceux qui préconisent comme lui une sortie de l'euro et de l'Union Européenne mais sans rupture avec le capitalisme! Son amour immodéré pour la

(Suite en page 4)

La «gauche de la Gauche grecque» et le référendum

(Suite de la page 3)

démocratie parlementaire avait conduit le KKE à utiliser son service d'ordre pour défendre le parlement contre les manifestants lors de la grève générale d'octobre 2011. Son collaborationnisme interclassiste invétéré l'avait conduit à participer en 1988 pendant quelques mois au gouvernement, en alliance avec le principal parti bourgeois grec, la Nouvelle Démocratie...

Sa perspective est la sortie de la zone euro et de l'Union Européenne d'une Grèce qui aurait rompu avec le capitalisme par la nationalisation des monopoles et l'établissement d'une «planification scientifique»; en fait ce ne serait pas une rupture avec le capitalisme, mais l'établissement d'un capitalisme d'Etat sur l'ancien modèle soviétique, tous les rapports capitalistes (salarial,

marché, organisation économique par entreprises, etc.) restant intacts. Le KKE appelle aussi, dans tous les pays d'Europe, à la «lutte pour le désengagement de l'UE avec les peuples souverains dans leur propre pouvoir»: du Chevénement pur sucre!

S'il dénonce le «nationalisme» des «gauchistes» d'Antarsya, le KKE est tout aussi nationaliste que ces derniers: dans la résolution politique de son dernier Congrès, en 2013, se trouvait un paragraphe indiquant qu'il était prêt à organiser une lutte de «résistance ouvrière-populaire» contre «l'envahisseur» dans le cas d'une guerre impérialiste avec les pays voisins. On sait que Lénine et les bolcheviks préconisaient au contraire le **défaitisme révolutionnaire** dans le cadre d'une guerre impérialiste; mais le stalinisme est passé par là et le KKE cultive le culte de la résistance nationaliste lors de

la deuxième guerre mondiale. Le KKE s'efforce de constituer une «Alliance populaire», regroupement interclassiste décrit comme une alliance de la classe ouvrière avec les classes moyennes dans la lutte contre les monopoles. Si le KKE affirme avoir comme «objectif stratégique» le «socialisme-communisme», l'objectif concret est celui de l'établissement d'un «pouvoir populaire», c'est-à-dire un «gouvernement (...) qui se démarque du pouvoir des monopoles» (l'objectif du socialisme étant ainsi renvoyé aux... calendes grecques!).

Par rapport au référendum, le KKE avait d'abord proposé au parlement que la question porte sur l'acceptation ou non de tous les plans d'austérité; puis après le refus du gouvernement, il a dénoncé la manœuvre politique que constituait le référendum, étant donné que Tsipras voulait continuer à discuter à Bruxelles.

Mais électoraliste jusqu'au bout des ongles, il a appelé les électeurs à «s'exprimer» en déposant dans les urnes un bulletin

disant non à la fois aux propositions des créanciers et à celles du gouvernement – un bulletin donc nul: «le peuple doit dire non à ces deux propositions (...). Il doit se lever et se battre pour la seule solution en ce qui concerne ses propres intérêts, qui est la rupture avec l'UE et la voie actuelle du développement». Il ne faut pas parler de rupture avec le capitalisme et de révolution socialiste, car cela risquerait de porter tort à l'alliance avec les classes moyennes!

Dernier Mohican du mouvement contre-révolutionnaire international de matrice stalinienne, le KKE en continue la sale besogne en Grèce en répandant dans le prolétariat le poison nationaliste et faisant tous ses efforts pour dévier les poussées de lutte ouvrière dans l'ornière interclassiste. Il sera un adversaire irréductible du prolétariat dès que celui-ci renouera avec la lutte de classe: malgré tous ses discours, il a donné dans les faits suffisamment de preuves de son attachement irréductible à l'ordre bourgeois pour en douter.

En Espagne, une grève exemplaire

Grève des travailleurs de Movistar: Il est possible de lutter contre les conditions d'exploitation imposées par la bourgeoisie!

Il est possible de vaincre si on utilise les moyens et les méthodes classistes!

Depuis 55 jours (1) les travailleurs sous contrats, des sous-traitants ou les faux «autonomes» (travailleurs dépendants mais obligés d'avoir un contrat commercial et non salarial avec l'entreprise) de Movistar mènent une grève dure contre l'une des plus grandes entreprises du capitalisme espagnol. Leurs revendications sont les suivantes:

- Abrogation du contrat «boucle» qui implique un système de points pour percevoir le salaire et selon lequel les travailleurs doivent payer de leur poche les frais occasionnés par leur travail, et qui en outre prévoit de fortes pénalités qui réduisent encore le salaire perçu.

- Egalité de traitement des travailleurs sous contrats et des sous-traitants avec ceux des employés fixes de l'entreprise avec même salaire et contrat à durée indéterminée.

- 40 heures de travail par semaine avec 2 jours de repos, alors que dans la situation actuelle ils travaillent jusqu'à 12 heures par jour tous les jours.

- Un mois de vacances par an.

- Sécurité au travail et équipements et outils nécessaires fournis par l'entreprise, de même que les équipements de protection individuelle, véhicules, carburant, etc.

- Possibilité pour tous les autonomes qui le veulent de devenir personnel fixe de l'entreprise dont ils dépendent.

- Garantie qu'il n'y ait pas de représailles pour fait de grève.

Telefónica, la marque principale de Movistar est la principale entreprise espagnole du secteur des télécommunications et l'une des plus importantes au niveau mondial; elle est présente dans tous les pays d'Europe (principalement au Royaume Uni et en Allemagne où elle travaille sous le nom de 02), au Brésil (où elle est la principale entreprise de téléphonie sous la marque Vivo), en Argentine ainsi que d'autres pays d'Amérique Latine où elle a une moindre importance. Il s'agit en outre de l'entreprise espagnole ayant la plus grande capitalisation boursière, avec un bénéfice pour l'année 2012 de 4,4 milliards d'euros. De fait Telefónica a été longtemps considérée comme le «joyau de la couronne» du capitalisme espagnol, au même niveau que les plus grandes sociétés financières et au dessus de toute autre entreprise de la dite «économie réelle». Depuis que, dans les années 1995 à 1999, sous les gouvernements successifs de «gauche» et de

droite de González (Parti Socialiste) et Aznar (Parti Populaire), elle ait été privatisée au moyen d'offres publiques d'actions, elle a représenté l'emblème de la vigueur du capitalisme espagnol, capable de s'étendre à pratiquement tous les marchés développés de la planète (à l'exception de la Chine) et de concurrencer victorieusement les entreprises capitalistes nationales et étrangères. Capable aussi de développer des systèmes sophistiqués de gestion de la main d'oeuvre qui lui ont permis d'accroître de façon vertigineuse ses bénéfices en réduisant ses coûts du travail: en Espagne, Telefónica a éliminé une grande partie de son personnel: il est passé de 80 000 avant la privatisation, à 28 000 aujourd'hui, grâce aux plans successifs de «Régulation de l'Emploi» qu'elle a pu réaliser sous les gouvernements de droite et de gauche au cours des dernières années.

Telefónica est un modèle pour tout le capitalisme espagnol aussi parce qu'elle a été capable de se restructurer avec la création de milliers d'entreprises dépendantes d'elle mais ayant une entité juridique propre, qui assument tous les travaux d'installation, d'entretien, de réparation, de relation avec la clientèle, etc. Il s'agit d'une structure extrêmement flexible qui permet à l'entreprise de réduire au maximum les risques en minorant la charge de capital constant et de capital variable qui dépendent directement d'elle. De cette façon, dans les périodes économiques favorables comme ce fut le cas lors du boom des télécommunications qui commença à la fin des années 90, Telefónica augmentait simplement le nombre de contrats à ces entreprises dépendantes, et lors de la récession elle s'en est séparée sans avoir à supporter le coût d'une surcapacité productive et d'un excès de main d'oeuvre.

Pour les prolétaires l'augmentation de la productivité et l'excellence de la gestion capitaliste de Telefónica ont eu un goût plus amer: la fragmentation en milliers d'entreprises avec lesquelles ils ont leur contrat de travail, a permis à ces dernières de fixer des conditions de travail nettement désavantageuses. Imposant à quelques dizaines de travailleurs à peine des négociations où ils sont de loin la partie la plus faible, les entreprises ont obtenu une baisse vertigineuse de leurs salaires, une augmentation du temps de travail à leur discrétion, toujours selon les besoins de la production et sans respecter même les réglementations légales, au point d'en arriver parfois à ce que les travailleurs

payent en définitive l'entreprise pour travailler! Tout cela comme conséquence des exigences imposées par Telefónica aux entreprises dépendantes qui, à leur tour, se livrent concurrence entre elles pour maintenir leur lien avec l'entreprise-mère et ne pas disparaître. Si dans la crise capitaliste, les prolétaires payent par le chômage et la surexploitation le crime qu'ils ont commis de ne pas être assez rentables pour le capital, les périodes de prospérité qui ont fait du capitalisme espagnol un exemple pour le monde, ont été payées également par la misère ouvrière. Alors les prolétaires vendaient leur vie à l'entreprise pour survivre, aujourd'hui c'est l'entreprise qui en finit avec eux pour survivre.

Depuis le début, la grève des travailleurs de Telefónica a été marquée par une rupture complète avec la direction collaborationniste des organisations syndicales. Ces dernières, arguant que les travailleurs n'appartenaient pas à l'entreprise mère, ont toujours refusé de les inclure dans leurs revendications, qui concernaient uniquement les employés fixes de celle-ci; d'autre part ces revendications ont toujours été conditionnées par le respect des exigences de l'entreprise.

C'est la raison pour laquelle, dès le premier jour, quand la grève a commencé à Madrid, les travailleurs ont constitué des comités de grève chargés d'organiser et de diriger la lutte. L'exigence de base de cette mobilisation a été en fait que ces comités de grève soient reconnus comme les seuls représentants des travailleurs face à la direction. Au mois d'avril les syndicats C.C.O.O et UGT (2) appelèrent à une grève des seuls travailleurs fixes de l'entreprise mère. Mais quelques jours avant son début, ils annulèrent cette grève en donnant pour acquis que leurs revendications aient été acceptées.

En réalité la direction avait simplement offert que rien ne change, sans prendre en compte aucune des revendications émises par les comités de grève. L'alliance entre direction et syndicats collaborationnistes voulait tout bonnement en finir avec l'organisation indépendante que s'étaient données les travailleurs et à travers laquelle ils luttaient pour leurs revendications, en contraste avec la politique de concessions dont les syndicats sont coutumiers.

Tout au long de la grève, les travailleurs des sous-traitants de Telefónica ont eu recours pour vaincre à des méthodes et des moyens correspondant à leurs exigences. Ils ont été ainsi capables pour défendre la grève, d'organiser des piquets chargés de veiller à ce que l'entreprise n'ait pas recours à des briseurs de grèves. Ils ont collaboré avec d'autres travailleurs qui sont en lutte dans leurs entreprises, ils ont étendu la grève hors des limites de l'entreprise pour dépasser les limites corporatistes; en définitive ils ont lutté pour faire de leur mouvement une lutte de classe et non une simple confrontation étroitement orientée vers le terrain de la négociation permise par l'Etat bourgeois afin d'arriver au plus vite à la domestication des luttes qui se portent sur

ce terrain. Cette façon de mener la lutte a conduit qu'à un certain moment l'action combinée des syndicats et de l'entreprise s'est trouvée impuissante à la briser, au point que l'Etat bourgeois lui-même, représentant collectif des intérêts capitalistes, a dû prendre les choses en mains, faisant arrêter au début mai 13 grévistes, accusés de sabotage et d'intimidation envers les briseurs de grève. La dite «opération Muraille» de la police nationale avait comme objectif d'intimider les travailleurs, quelques jours avant que l'UGT et les C.C.O.O appellent à la fin du conflit. Les travailleurs des sous-traitants de Telefónica ont démontré une nouvelle fois que dans la société bourgeoise, loi, ordre et droit signifient uniquement maintenir les prolétaires esclaves du capital.

En définitive les travailleurs des sous-traitants de Telefónica ont rompu avec la tendance habituelle des grèves et des luttes contrôlées par la politique opportuniste qui a comme caractéristique de leur imposer le respect scrupuleux des intérêts patronaux au moment où il faudrait les affronter. En effet cette orientation non seulement prend bien garde non seulement de ne pas mettre en péril la bonne marche de l'entreprise, mais également de ne pas mettre en cause le renom de l'entreprise, son image compétitive et sa position par rapport à ses concurrents, transformant ainsi toute lutte en vaine gesticulation.

L'occupation à deux reprises du siège de Telefónica au World Mobile Congress a infligé un coup sévère à l'image de l'entreprise, en plein centre économique de Barcelone, qui est aussi la capitale du tourisme en Espa-

«el programa comunista» Revista teórica N°51 - Abril de 2015

- El capitalismo mundial en la antesala de una nueva crisis
- El partido comunista de Italia frente a la ofensiva fascista (1921-1924) - (Fin). (*Informe a la Reunión General del Partido en Florencia - del 30 de abril al 1° de mayo de 1967*)
- Notas de lectura: *Italia 1919-1920*. Los dos años rojos, o cómo «Lutte Ouvrière» reescribe la historia
- Notas de lectura: «Bordiga más allá del 'mito'. El valor y los límites de una experiencia revolucionaria»
- Pequeño diccionario de clavos revisionistas. ACTIVISMO. *Battaglia Comunista n° 6 (20 de marzo - 3 de abril de 1952)*
- Tesis sobre la «cuestión china» (1964)
- Tesis y Adiciones sobre los Problemas Nacional y Colonial. Tesis suplementarias sobre la cuestión nacional y colonial. II Congreso de la Internacional Comunista (Moscú, julio de 1920)

Precio del ejemplar: 3 €.; América latina: US \$ 1.5; USA y Cdn: US\$ 3; £ 2; 8 FS; 25 Krs. **Precio solidario:** 6 €.; América latina: US\$ 3; USA y Cdn.: US\$ 6; 6 £; 16 FS; 50 Krs. **Suscripción:** el precio de 4 ejemplares.

Seule l'union de classe donnera une perspective aux prolétaires migrants et autochtones

«*Mieux vaut mourir en mer que rester en Libye. En mer on ne meurt qu'une fois, si on reste en Libye, c'est comme si on mourait tous les jours.*»

Tel est le témoignage d'une jeune de 16 ans originaire de Guinée-Bissau, embarqué comme tant d'autres au péril de sa vie dans un de ces rafiots qui traversent la Méditerranée pour arriver jusqu'aux côtes de Sicile ou de Calabre (1). Il résume le drame vécu par des centaines de milliers d'Africains, de Moyen-Orientaux et Asiatiques qui fuient les guerres, les répressions, le chômage, la faim pour essayer de gagner des pays où ils pourront survivre. La situation dans les pays d'où ils viennent est tellement insupportable qu'elle les pousse à risquer leur vie, à tomber entre les mains de bandes de trafiquants d'êtres humains qui les dépouillent avant de leur faire franchir les frontières, mais aussi de policiers et de fonctionnaires gouvernementaux véreux qui font la même chose, comme cela est documenté dans le cas de la Libye.

Mais la même situation se répète dans des dizaines d'autres pays. Selon les statistiques bourgeoises, qui sont toujours sujettes à caution et en particulier dans ce domaine, les **migrants forcés** seraient actuellement plus de 60 millions dans le monde, un chiffre comparable à celui de toute la population française. D'après un rapport de l'ONU (2), depuis l'an 2000 plus de 22 000 migrants seraient morts en traversant la Méditerranée, soit plus de 1500 par an. En 2014 plus de 75% des migrants qui ont perdu la vie dans leur voyage, l'ont fait en Méditerranée. Pour ce qui concerne les arrivées sur les côtes italiennes, au cours des quatre premiers mois de cette année, les plus nombreux sont les Syriens (8865 sur un total de 36.390), suivis par les Erythréens, les Somaliens et les Afghans (3), c'est-à-dire qu'il s'agit de migrants venant de pays ravagés par des guerres.

Ils fuient leur pays, souvent abandonnant leurs familles, presque toujours sans connaître la langue ou les langues des pays qui traversés et des pays où ils voudraient

s'arrêter, transportant tout l'argent qu'ils peuvent réunir avec les maigres économies de la famille et leur propre travail mais avec la détermination de ceux qui cherchent tous les moyens pour survivre de façon moins terrible que celle des pays qu'ils fuient. Au-delà de la nationalité, du sexe, de l'âge et des convictions politiques et religieuses qu'ils peuvent avoir, ces dizaines de millions d'êtres humains sont unis par la même condition matérielle: un présent absolument sans espoir, un présent à fuir par tous les moyens, même si c'est pour un avenir incertain!

Et c'est cette détermination à survivre en tant qu'êtres humains qui effraie toutes les bourgeoisies du monde et en particulier la bourgeoisie des pays capitalistes les plus riches capitalistes vers où ces masses de désespérés se pressent. Il n'y a aucune réglementation des «flux migratoires» qui tienne: ces «flux» ne diminuent pas; il n'y a pas de contrôles administratifs ou policiers aux frontières qui soient en mesure de contenir ces masses dans les limites où le voudraient les bourgeoisies des divers pays; il n'y a pas de patrouilles militaires sur terre ou en mer en mesure de décourager ceux qui sont prêts à tout pour échapper aux situations insupportables qu'ils subissent. On peut bien construire des murs de 4 mètres de haut aux frontières, comme veut le faire le gouvernement en Hongrie pour bloquer les migrants venus de Serbie, ou comme les Autorités grecques ont commencé à le faire depuis quelques années: les migrants tôt ou tard trouveront le moyen de les contourner.

C'est en tout cas typique de l'attitude des classes dirigeantes bourgeoises face aux problèmes sociaux découlant des contradictions qui ne sont engendrées que par leur système: y répondre par des mesures de «sécurité» et de répression, quand les mesures de charité, habituellement laissées aux églises et aux organisations bénévoles, ne sont pas plus suffisantes pour maintenir les phénomènes d'errance et de clandestinité dans les limites où ils ne sont pas gênants pour la bonne marche des affaires; à moins d'utiliser la formidable poussée de ces mas-

ses à fuir leur pays pour spéculer impunément sur leurs besoins élémentaires et les transformer en *marchandises périssables*. Les solutions bourgeoises sont toujours guidées par les intérêts économiques et politiques; et, quand c'est utile pour alimenter la propagande démocratique des Droits de l'Homme dont la bourgeoisie occidentale de temps à autre hisse le drapeau, les politiciens dissimulent ces intérêts derrière des déclarations ou des actes charitables, qui en réalité ne font que voiler leur cynique mépris pour masses plongées dans la pauvreté, la misère et le désespoir.

Les morts de migrants en Méditerranée, dont on parle désormais comme un phénomène quotidien, ne sont pas causés exclusivement par les contrebandiers et les trafiquants d'hommes; ces véritables criminels ne sont qu'un des maillons de la longue chaîne de l'exploitation capitaliste contrôlée par les centres grand-capitalistes qui ont leur siège dans les riches, modernes et étincelantes métropoles du capitalisme international. Les passeurs et les trafiquants d'hommes, comme les trafiquants de drogue et d'armes - ils font souvent partie des mêmes organisations - ne sont ni plus ni moins que des **agents du capital**; ils possèdent souvent des comptes bancaires dans les plus grandes banques du monde (dans les dits «paradis fiscaux»), connues de tous les gouvernements; ils agissent en tout cas conformément aux règles fondamentales du capitalisme: **les affaires sont plus importantes que tout**, de préférence légales (protégées par la loi), sinon illégales (non protégées par la loi mais par la corruption des politiciens, des fonctionnaires, des militaires et de tous ceux qui à un certain moment ont un intérêt à accélérer ou ralentir les opérations).

Une affaire, selon le système capitaliste, se fera si elle permet de gagner de l'argent le plus rapidement possible. C'est seulement une question **juridique** si l'argent provenant de l'illégalité est blanchi; pour le blanchir, - il est connu que l'argent n'a pas d'odeur ni de couleur! - il suffit de le faire transiter par certaines banques et de l'investir ensuite dans des opérations financières, industrielles ou commerciales en règle avec les lois. N° drangheta, Camorra, Cosa Nostra, mafias russes, chinoises, japonaises ou américaines, en font la preuve.

Le système économique qui repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme - le **capital** et le **travail salarié** sont les deux piliers de l'économie capitaliste - traverse des périodes de prospérité et de crise plus ou moins marquées, mais il connaît toujours les «phénomènes sociaux» appelés chômage, pauvreté, faim, désespoir, violence individuelle; lors des crises, ces phénomènes sont susceptibles d'augmenter de façon exponentielle, mais ils ne disparaissent jamais, même lorsque la crise se termine qu'elle est plus ou moins surmontée (mais, comme l'affirme le *Manifeste Communiste* de Marx et Engels, le capitalisme ne surmonte les crises qu'en créant les conditions d'une crise plus générale et plus profonde). Le système économique capitaliste ne sera jamais en mesure d'éliminer les causes des ces «phénomènes sociaux», parce que ces causes se trouvent dans le système capitaliste lui-même.

Dans les crises «une épidémie qui, à toute autre époque, eût semblé une absurdité, s'abat sur la société, - l'épidémie de la surproduction» (4). Les marchés, à un certain point, ne sont plus en mesure d'absorber tous les biens produits pour être transformés en argent; et, par conséquent, ils ne sont plus en mesure d'absorber toute la masse des travailleurs salariés employés précédemment. «*La société se trouve subitement ramenée à un état de barbarie momentanée; on dirait qu'une famine, une guerre d'extermination lui ont coupé tous ses moyens de subsistance.*»

La société bourgeoise déborde de civilisation industrielle, de toutes sortes de produits, y compris des moyens de subsistance; mais pour une partie de plus en plus grande de l'humanité, toute cette civilisation, tous

ces produits, tous ces moyens de subsistance sont inaccessibles. De même que les marchandises, les travailleurs salariés finissent eux aussi dans le trou noir de la surproduction; le capital ne peut plus se valoriser à travers son frénétique cycle d'accumulation; la production industrielle s'arrête, le commerce semble détruit, les capitalistes ne savent pas où et comment investir leurs capitaux; c'est: le système économique capitaliste lui-même qui **demande** de détruire des masses toujours plus grandes de marchandises, de capitaux et de travailleurs salariés qui ne trouvent plus de débouchés sur le marché - donc, destruction de **forces productives** - afin de relancer la machine et recommencer à produire et reproduire du capital!

Les masses de migrants qui se pressent aux portes des pays les plus développés, les plus riches, dominant le marché mondial, ne sont que ces couches de **prolétaires et prolétarisés** qui se rebellent contre les conditions de la barbarie dans laquelle les ont précipitées les crises économiques et les guerres qui ont détruit l'économie de leurs pays; fuyant les séismes sociaux de l'esclavage brutal et d'une mort certaine en raison de la faim ou de la répression bourgeoise, ils se dirigent vers les pays qui ont toujours vanté les vertus de la civilisation industrielle, la sainteté de droits de l'homme, la valeur de la démocratie, la dignité du travail.

Dans ces pays de l'Occident civilisé, quand ils y arrivent vivants, s'ils trouvent «solidarité» et «accueil» en tant qu'êtres humains, ils ne le doivent certainement pas aux institutions, mais aux gens ordinaires mûs par des sentiments de pitié; en général ils se retrouvent sans droits, victimes du mépris raciste, contraints au travail au noir et sous-payé, sans logement décent, dans un semi-esclavage voire dans un esclavage total. Les soi-disant «centres d'accueil» qui devraient recueillir les réfugiés, sont en réalité des centres de détention, des camps de concentration avec profusion de gardes et de fils-de-fer barbelés pour les empêcher de s'enfuir. Bien sûr, les plus «chanceux», peuvent après beaucoup de vicissitudes et de tentatives infructueuses, être régularisés; mais ils courent constamment le risque de retomber dans la condition des prolétaires de catégorie B ou C, de redevenir «clandestins», c'est-à-dire entièrement soumis au bon vouloir des capitalistes qui leur donnent un travail légal, ou de ceux qui les emploient dans des occupations illégales et criminelles. Ils ont échappé à des situations terribles, mais c'est souvent pour finir dans des situations désespérées, en particulier si ce sont des femmes ou des enfants.

Pour les bourgeoisies occidentales, qui se vantent de leur prétendue supériorité, il est très utile de pouvoir montrer à leurs prolétaires la situation désespérée dans laquelle vivent les travailleurs migrants, car ce sont des conditions dans lesquelles les travailleurs autochtones peuvent tomber à tout moment; la crainte que cela inspire à ces derniers contribue à les faire se résigner à la détérioration de leurs conditions de vie et de travail. Comme le dit encore le *Manifeste* de Marx et Engels, les travailleurs «*ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital vit que aussi longtemps que le travail, et trouver ne fonctionne que tant que leur travail accroît le capital*»: ce qui était déjà une réalité en 1848, l'est encore plus aujourd'hui!

LES PROLÉTAIRES NE PEUVENT CONQUÉRIR LEUR FUTUR QU'EN S'UNISSANT PAR LA LUTTE DE CLASSE AU DELÀ DES BARRIÈRES DE NATIONALITÉS

Des tentatives d'unir les forces prolétaires au-delà de la nationalité ont eu lieu au cours des dernières années. À certains moments, par exemple lors des défilés du

(Suite en page 6)

Movistar ...

gne. Ces occupations ont été le point culminant jusqu'ici d'une lutte qui a toujours fait passer les intérêts des travailleurs avant les besoins de l'entreprise, et elles ont provoqué l'intervention de la future mairesse de la ville, Ada Colau: celle-ci a eu recours à toute la force politique de son parti, *Guanyem* (rassemblement local lié à *Podemos*), pour obtenir que les travailleurs abandonnent l'occupation du siège de Telefónica devant lequel s'étaient rassemblés des centaines de membres des familles ainsi que des travailleurs d'autres entreprises, pour éviter une intervention policière, et qu'ils abandonnent leur exigence que l'entreprise mère négocie comme partie prenante du conflit.

Les prolétaires des sous-traitants ont démontré que si la bourgeoisie qui est en permanence en lutte contre ses concurrents nationaux et internationaux, mais aussi contre les travailleurs en cherchant à obtenir toujours plus de profit et réorganisant dans ce but le procès productif afin de maximiser l'extraction de plus-value, en isolant les travailleurs et en les mettant en concurrence entre eux, elle peut aussi essuyer des échecs quand les travailleurs s'unissent pour surmonter cette concurrence.

Les prolétaires des sous-traitants de Telefónica ont montré que pour vaincre les travailleurs doivent prendre leur lutte entre leurs mains, défendant leurs seuls intérêts de classe face à tous les appels à les rendre compatibles avec les intérêts économiques de l'entreprise. Ils ont montré que les méthodes et les moyens classistes sont les seuls qui, sans garantir la victoire, peuvent permettre en tout cas de l'obtenir.

Les prolétaires des sous-traitants se sont

trouvés face à la force unie de l'opportunisme syndical et de la police de l'Etat bourgeois; ils ont connu la répression, entraînés dans les commissariats et accusés de graves délits. Ils ont ainsi mis en évidence que la bourgeoisie utilisera tous les moyens contre toute tentative de lutte prolétarienne qui cherche à suivre la voie de l'affrontement réel avec les patrons.

Enfin, les prolétaires des sous-traitants de Telefónica ont vu apparaître sur la scène la force de cet opportunisme renoué sous la forme des partis «renovateurs» du style *Podemos* ou *Guanyem*. Appuyant en paroles la lutte ouvrière, ces partis ont agi et agiront comme de véritables agents de la bourgeoisie parmi les prolétaires, défendant en réalité les intérêts de celle-ci qui les utilise comme médiateurs vantant toujours les petits avantages qui peuvent être obtenus au cours d'une lutte pour mieux stériliser cette dernière et dissimuler sa nature de conflit entre prolétaires et bourgeoisie; sous le prétexte des «conquêtes réellement possibles» ils veulent empêcher la grande conquête qui est, selon les paroles du *Manifeste du Parti Communiste*, «*l'union grandissante entre les travailleurs.*»

Pour la reprise de la lutte classiste du prolétariat!

Pour la défense intransigeante des conditions de vie du prolétariat!

1/6/2015

(1) La grève est maintenant terminée.

(2) Les Commissions Ouvrières (CCOO), traditionnellement mliées au PC, et l'UGT, proche du Parti Socialiste, sont les deux plus grands syndicats espagnols.

Seule l'union de classe donnera une perspective aux prolétaires migrants et autochtones

(Suite de la page 5)

premier mai, les prolétaires sans-papiers ont manifesté avec les prolétaires autochtones. Ces tentatives ont souvent été infestées d'illusions démocratiques sur la valeur de lois bourgeoisie et du soi-disant «dialogue démocratique entre partenaires sociaux» insufflés par les grandes organisations syndicales collaborationnistes. En réalité la vraie solidarité de classe ne peut être mise en œuvre que sur le terrain de la lutte contre la concurrence entre prolétaires. Ce n'est pas tant une question de «droits» à réclamer l'Etat bourgeois qui très souvent ne respecte pas ses propres lois si d'aventure elles sont en faveur des travailleurs. Le cas de l'accueil des réfugiés est emblématique: de plus en plus, les réfugiés politiques proprement dits rencontrent d'énormes difficultés à être reconnus comme tels; ne parlons alors pas de la majorité des migrants forcés, à la fois pour des raisons économiques et sociales à laquelle s'ajoutent au cours des dernières années, les raisons religieuses!

Les bourgeoisies italienne, française, allemande, anglaise, européennes en somme, n'ont en réalité aucune intention de respecter leurs propres principes éthiques et leurs propres déclarations: les Droits de l'Homme ne sont «reconnus» que dans la mesure où ils ne gênent pas la bonne marche des affaires et les intérêts bourgeois, c'est-à-dire rarement. D'une certaine façon, l'afflux constant de migrants dans les pays européens - sans permis de séjour! - est considéré comme une atteinte à leur stabilité économique et politique, et c'est la raison pour laquelle les migrants sont traités comme des ennemis potentiels, sinon des ennemis véritables.

Mais les prolétaires ont une caractéristique matérielle et objective qui les met toujours en mesure d'être potentiellement, et de devenir vraiment, les **ennemis** de la bourgeoisie. Le migrant, le clandestin, mettent dramatiquement en évidence la caractéristique fondamentale de tous les prolétaires du monde: être un **sans-réserve** dans une société fondée sur la société privée; et être tendanciellement étranger à cette société, être par conséquent **sans-patrie**.

Il fait partie de la société, en vérité, à la condition d'être et de rester un salarié: aussi longtemps que le travail des prolétaires augmente le capital, la classe ouvrière moderne, les travailleurs, trouvent un emploi et survi-

vent selon les règles de la société capitaliste.

Mais quand le capital, en proie à une crise de surproduction, ne peut plus assurer comme avant du travail à tous, des masses de prolétaires **migrent** pour survivre là où ils espèrent trouver un emploi, trouver des capitalistes qui les exploitent en leur donnant un salaire leur permettent de vivre; migration d'une usine à l'autre, d'une région à l'autre, d'un pays à l'autre. De même que le capital ne s'immobilise pas là où il est produit au cours du cycle productif initial, mais circule d'un marché à l'autre, et dans le monde entier, de même le prolétariat ne peut pas s'immobiliser car il est obligé de chercher du travail là où il y en a, de chercher le capital qui peut éventuellement fournir des emplois.

Le travail, dans la société capitaliste, n'est pas une conquête pour le prolétariat, ce n'est pas une dignité, ce n'est pas l'indépendance ou l'émancipation sociale; le salaire versé contre le travail ouvrier est la **forme moderne de l'esclavage**, parce que sans salaire on ne vit pas, sans travail on n'a pas de salaire, et dans cette société seul le capitaliste, privé ou public peut fournir du travail et il ne le fournit qu'à la condition qu'il en tire un profit.

C'est un cercle infernal qui n'est brisé que par deux situations opposées: par la crise économique du capitalisme qui peut avoir des conséquences nationales ou internationales qui font qu'il n'est plus valorisé comme avant et que les travailleurs sont expulsés de la production, jetés dans la misère et la faim que connaissent aujourd'hui des millions de prolétaires; ou par le mouvement révolutionnaire du prolétariat, par lequel la classe ouvrière, les **prolétaires**, ne se battent pas seulement pour des augmentations de salaire, ou contre la dégradation de leurs conditions de vie, ou pour faire admettre leur droit à exister, à s'organiser, à se défendre, mais luttent pour changer complètement la situation, pour briser ce fameux cercle infernal constitué par l'esclavage salarié, pour briser donc la dictature du capital, c'est-à-dire pour briser la superstructure politique que la bourgeoisie a érigé en défense de son mode de production et de son système de domination sociale.

La véritable émancipation du prolétariat réside dans la disparition de la situation qui en fait une classe - la classe exploitée - de cette société. Mais pour ne plus être une classe de cette société, pour ne plus être la classe exploitée par le capital, c'est à dire

classe pour le capital, le prolétariat doit s'ériger en **classe dominante**, prendre le pouvoir politique, établir sa propre **dictature** pour briser la domination de la classe bourgeoise et aller vers la transformation de toute la société, à l'échelle internationale.

La situation économique et politique des pays dévastés du Moyen-Orient et en Afrique, d'où arrivent en particulier en Europe les masses de migrants forcés, est la démonstration de l'incapacité de la bourgeoisie à résoudre les problèmes créés par son système et son mode de production. Les masses de migrants qui atteignant une manière ou d'une autre, les côtes et les villes européennes indiquent que la révolte des forces productives contre les formes économiques et politiques des rapports sociaux capitalistes, est en route.

Nous sommes encore loin de l'union de la classe prolétarienne dans un même pays, et encore plus loin de l'union de la classe des prolétaires de tous les pays. Mais la direction que prennent objectivement les forces productives est celle de la lutte contre les conséquences du capitalisme, contre les conséquences d'un mode de production et une société caractérisée par une **inhumanité** insurmontable dans le cadre des rapports de production bourgeois.

Les prolétaires autochtones, les prolétaires d'Europe et d'Amérique, doivent apprendre de leurs frères de classe migrants des pays pauvres, la détermination dans la lutte pour la vie, le courage d'affronter toute difficulté, tout danger, tout risque afin d'atteindre un objectif vital. Pour les migrants aujourd'hui l'objectif vital est d'échapper à des situations intolérables et une mort certaine par la famine ou les actions répressives des pouvoirs bourgeois, et d'arriver dans des pays où la survie est moins incertaine.

Pour les prolétaires autochtones des pays industrialisés, l'objectif vital aujourd'hui est de se libérer de l'étreinte étouffante de la collaboration interclassiste qui les enchaîne à l'ordre bourgeois et de revenir à la lutte de classe. Revenir à la lutte pour la défense des seuls intérêts prolétariens, signifie revenir à l'utilisation de moyens et méthodes de lutte qui vont à l'encontre des intérêts des capitalistes et qui unifient les prolétaires par delà toutes les divisions de race, de nationalité, de sexe, de statut, de corporation, etc. Cela signifie prendre conscience d'appartenir à une classe distincte qui représente une force sociale capable d'audace, capable d'affronter le pouvoir bourgeois qui semble «invincible» parce que le prolétariat est faible, désorganisé, atomisés en individus isolés, s'imaginant pouvoir résister aux capitalistes sur leur terrain économique-financier et sur leur terrain politique de la démocratie parlementaire.

Revenir à la lutte de classe signifie voir en face, sans illusions et sans mythes, la réalité de cette société: la réalité de l'antagonisme de classe qui oppose la bourgeoisie au prolétariat. Cet antagonisme peut être plus ou moins aigu selon les périodes, mais il ne cesse jamais; la bourgeoisie ne cesse pas un seul instant de combattre les prolétaires, même quand elle prétend ne combattre ouvertement qu'une partie des prolétaires en demandant au reste du prolétariat de la soutenir contre ces éléments «dangereux», «incontrôlables», «clandestins» ou impossibles à «intégrer».

L'histoire de la lutte des classes, en particulier dans les pays impérialistes comme la France, fourmille d'exemples de l'utilisation par la bourgeoisie de la division entre prolétaires de différentes nationalités pour empêcher la lutte ouvrière.

Mais l'histoire de la lutte prolétarienne démontre que la lutte de classe peut surmonter cette division comme toutes les autres et que c'est là la clé pour combattre la bourgeoisie avec des chances de succès.

Elle montre aussi que le prolétariat a eu dans le passé la force de mener de grandes luttes révolutionnaires et même de s'emparer, ne serait-ce que temporairement, du pouvoir, alors même qu'il n'était qu'une classe très minoritaire dans la société. Sa puissance sociale étant aujourd'hui énormément plus grande sur toute la planète, il possède la potentialité d'avoir une force infiniment plus grande.

La tradition classiste et révolutionnaire du mouvement prolétarien passé en Europe, unie à la force et la détermination des jeunes prolétaires des pays de la périphérie de l'impérialisme, peut ainsi devenir demain la combinaison positive pour la renaissance du mouvement prolétarien international. A cette grande perspective historique sont appelés les prolétaires de tous les pays, migrants économiques ou demandeurs d'asile, étrangers ou autochtones, travailleurs occupés ou chômeurs, quels que soient leur nationalité, leur âge, leur sexe, etc.

Alors, le cri lancé par le Manifeste de 1848: **Proletaires de tous les pays, unissez-vous!** redeviendra une réalité terrible pour toutes les bourgeoisies du monde.

Le spectre de la lutte des classes, de la lutte révolutionnaire du prolétariat, du communisme, ne s'agitait plus seulement en Europe, mais dans le monde entier!

(1) cf *Il fatto quotidiano*, 3/6/2015

(2) cf *Le Monde*, 20/4/2015

(3) Ibidem

(4) cf «Le Manifeste du Parti Communiste». La citation et celle qui suit sont tirées du chapitre «Bourgeois et prolétaires».

A bas la civilisation du capital !

(Suite de la page 1)

blèmes, d'ordre logistique et financier (l'opération coûtant un million d'euros par jour), un affaiblissement des capacités d'intervention militaire extérieure de l'impérialisme français, le nombre de soldats impliqués devait être progressivement réduit à 3000; mais fin avril Hollande a annoncé que ce chiffre serait maintenu à 7000 «de manière durable», de nouveaux crédits (4 milliards sur 4 ans) étant attribués aux armées, notamment pour couvrir les dépenses occasionnées à ce sujet...

Ce renforcement continu des mesures répressives, véritable **blindage** de la démocratie, est un phénomène qui date de plusieurs décennies; on le constate dans les plus grands et les plus riches pays capitalistes, et pas seulement dans les pays les plus pauvres en proie à de fortes crises politiques et sociales. Il est en effet le reflet de l'accroissement inexorable des tensions sociales au fur et à mesure que se développe le capitalisme, même si pendant des périodes plus ou moins longues de prospérité la paix sociale semble solidement installée grâce à de multiples amortisseurs sociaux: ce n'est pas un hasard si le plus grand et plus puissant pays capitaliste de la planète, les Etats-Unis, est aussi le pays qui compte le plus d'emprisonnés (et, avec l'immense Chine, de condamnés à mort), le pays de la militarisation à

outrance de la police, le pays où des forces paramilitaires sont régulièrement mises en action pour réprimer des émeutes, comme on l'a vu encore récemment.

La répétition des crises économiques de plus en plus profondes, en obligeant les capitalistes à s'attaquer toujours plus durement aux conditions de vie et de travail des prolétaires (que ce soit par des baisses des salaires réels, des licenciements, ou des réductions des dépenses et mesures sociales en tout genre, etc.) et même à s'attaquer à certaines couches petites-bourgeoises plus ou moins parasitaires (dernier exemple en date: la loi Macron), pour maintenir leur taux de profit, ne peut qu'accentuer cette montée des tensions sociales. Tensions sociales qui s'expriment aujourd'hui encore le plus souvent de façon diffuse et individuelle, sous une forme contradictoire voire même réactionnaire ou en apparence incompréhensible, comme dans le cas de ces jeunes à qui la société bourgeoise ne peut offrir de perspectives ou d'avenir qui sont séduits par des idéologies religieuses et partent faire le djihad (guerre sainte) au Moyen-Orient.

Il ne faut pas gémir devant ce phénomène, mais comprendre qu'avec l'affaiblissement du contrôle social bourgeois qu'il démontre, il annonce que s'approche l'hure des grandes confrontations sociales, du gigantesque combat à la vie et à la mort entre

bourgeois et prolétaires. Les capitalistes et leurs hommes politiques en sont bien conscients, c'est pourquoi ces derniers ne cessent de renforcer les dispositifs de répression et de surveillance et de lancer des appels à l'union nationale entre les classes et à la défense de la civilisation bourgeoise: la menace contre celle-ci n'est pas constituée par des attentats y compris les plus meurtriers, par les activités de quelques dizaines ou centaines de djihadistes, mais par les millions de prolétaires qui seuls possèdent la force potentielle de la détruire, dès qu'ils retrouveront leurs orientations de classe!

LES VALEURS DE LA CIVILISATION BOURGEOISE

«Le capital, écrit Marx, est venu au monde suant le sang et la boue par tous ses pores» (2). Il s'est développé en mettant la planète à feu et à sang, en développant de façon industrielle l'esclavage, en massacrant et pillant les peuples coloniaux, en plongeant le monde dans deux guerres mondiales et d'innombrables guerres locales, en semant la terreur et en écrasant régulièrement les luttes et les révoltes de ses propres prolétaires. Il se dirige inexorablement vers une troisième guerre mondiale pour trouver une nouvelle jeunesse dans un gigantesque bain de sang si la révolution internationale ne l'arrête pas avant; il ne reculera devant rien, devant aucun forfait, devant aucun crime de masse, devant

aucun «crime contre l'humanité» pour se maintenir en vie. Voilà quelles sont les **valeurs** de la civilisation capitaliste dont tous les bienfaits et progrès ont été payés et sont encore payés au prix du sang et de la misère des innombrables masses prolétariennes et prolétarisées du monde.

Les terroristes de Daech et cie - tout comme ceux de Bachar El Assad -, appartiennent à cette même **civilisation du capital** et ils obéissent à ses lois. Dans les territoires qu'ils ont conquis, la chari'a moyenâgeuse cède le pas à la quête du profit. Et d'ailleurs si Daech est aujourd'hui décrit comme l'ennemi de la civilisation, certains Etats de cette même civilisation l'aident ou l'ont aidé et quelques voix commencent à s'élever aux Etats-Unis pour envisager demain un éventuel accord avec lui, s'il arrive à stabiliser une structure étatique: quant à ses crimes, qui n'en a pas commis et qui n'en commet pas (3)? Pour les bourgeois c'est un détail qui n'entre pas en ligne de compte...

Marx écrit encore, toujours dans *Le Capital*, que à mesure que se développe le capitalisme «s'accroissent la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste (...). La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne

Amadeo Bordiga

PARTI ET CLASSE

(Suite de la page 1)

siècle, ou les travailleurs de l'industrie manufacturière belge au début du XIX^{ème}. Nous devons soumettre à notre investigation logique une période entière, y découvrir un mouvement social, et donc politique, qui, au delà des hauts et des bas, des erreurs et des insuccès au travers desquels il cherche sa voie, adhère cependant de façon évidente au système d'intérêts d'un ensemble d'hommes placés dans une situation donnée par le système de production et par son développement.

C'est ainsi que Friedrich Engels, dans l'un de ses premiers essais classiques conduits avec cette méthode, tirait de l'histoire des classes laborieuses anglaises l'explication d'une série de mouvements politiques et démontrait l'existence d'une lutte des classes.

Cette conception dialectique de la classe nous met hors d'atteinte des pâles objections du statisticien. Celui-ci perd le droit de voir les classes opposées nettement séparées sur la scène de l'histoire, comme les groupes d'une chorale sur les planches d'une scène de théâtre; il ne peut pas nous opposer le fait que dans la zone de contact se trouvent des couches indéfinissables à travers lesquelles se produit une osmose d'individus; car la physionomie historique des classes en présence n'en est pas altérée.

* * *

Le concept de classe ne doit donc pas nous suggérer une image statique, mais une image dynamique. Quand nous découvrons une tendance sociale, un mouvement dirigé vers un but donné, alors nous pouvons reconnaître l'existence d'une classe au vrai sens du terme. Mais alors existe, d'une façon substantielle sinon encore formelle, le parti de classe.

Un parti vit quand vivent une doctrine et une méthode d'action. Un parti est une école de pensée politique et en même temps une organisation de combat. Le premier trait est un fait de conscience, le second est un fait de volonté, plus précisément d'effort vers un but.

En l'absence de ces deux caractères nous ne possédons pas encore la définition d'une classe. Le froid enregistreur de données peut bien, répétons-le, constater des affinités dans les conditions de vie de groupes plus ou moins vastes, mais aucune trace ne se grave dans le devenir historique.

Or ces deux caractères ne peuvent se trouver condensés, concrétisés, que dans le parti de classe. De même que la classe se

forme à mesure de la progression de certaines conditions et de certains rapports issus du développement d'un nouveau système de production, par exemple l'apparition de grandes fabriques utilisant la force motrice, qui recrutent et forment une main-d'oeuvre nombreuse, de même les intérêts de cette collectivité commencent peu à peu à se concrétiser en une conscience plus précise, qui commence à se dessiner dans de petits groupes de cette collectivité. Quand la masse est poussée à l'action, ce sont ces premiers groupes possédant la vision d'un but à atteindre qui soutiennent et dirigent l'ensemble.

Ce processus doit être conçu, quand on se réfère à la classe prolétarienne moderne, non pour une catégorie professionnelle, mais pour l'ensemble de la classe. On voit alors comment une conscience plus précise de l'identité des intérêts fait son apparition, mais aussi que cette conscience résulte d'un tel ensemble d'expériences et de notions qu'elle ne peut se rencontrer que dans des groupes limités, comprenant des éléments choisis de toutes les catégories. Et la vision d'une action collective, tendant à des buts généraux qui intéressent toute la classe et qui se concentrent dans le projet de changer tout le régime social, ne peut être claire que dans une minorité avancée.

Ces groupes, ces minorités ne sont autres que le parti. Lorsque la formation de celui-ci a atteint un certain stade - étant bien entendu que cette formation ne peut procéder sans arrêts, crises et conflits internes - alors nous pouvons dire que nous avons une classe en action. Bien qu'il ne comprenne qu'une partie de la classe, c'est le parti seul qui lui donne son unité d'action et de mouvement, parce qu'il regroupe les éléments qui, dépassant les limites de catégorie et de localité, sentent et représentent la classe.

Ceci éclaire le sens de cette vérité fondamentale : le parti n'est qu'une partie de la classe. Celui qui, considérant l'image statique et abstraite de la société, y verrait apparaître une zone, la classe, et à l'intérieur de celle-ci un petit noyau, le parti, tomberait facilement dans cette conclusion que toute la partie de la classe - presque toujours la majorité - qui est en dehors du parti pourrait avoir un poids plus grand, un droit plus grand. Mais pour peu que l'on pense que dans cette grande masse les individus n'ont pas encore une conscience et une volonté de classe, qu'ils vivent pour leur propre égoïsme, ou pour la catégorie, ou pour le clocher, ou pour la nation, on verra que pour assurer dans le mouvement historique l'action d'ensemble de la classe, il faut un organisme qui

l'anime, la cimente, la précède, en un mot l'encadre; on verra que le parti est en réalité le noyau vital sans lequel il n'y aurait plus aucune raison de considérer toute la masse restante comme un faisceau de forces.

La classe présuppose le parti, parce que pour être et agir dans l'histoire, la classe doit posséder une doctrine critique de l'histoire et un but à atteindre dans celle-ci.

La véritable et unique conception révolutionnaire de l'action de classe délègue la direction de celle-ci au parti. L'analyse doctrinale et toute une série d'expériences historiques nous permettent de ramener facilement aux idéologies petites-bourgeoises et anti-révolutionnaires toute tendance à nier et à combattre la nécessité et la primauté de la fonction du parti.

Si la contestation est faite d'un point de vue démocratique, elle doit être soumise à cette même critique que le marxisme utilise pour démolir les théorèmes favorables du libéralisme bourgeois.

Il suffira pour cela de rappeler que si la conscience des hommes est le résultat et non la cause des caractéristiques du milieu où ils sont contraints de vivre et d'agir, la règle ne sera jamais que l'exploité, l'affamé, le sous-alimenté peuvent se convaincre qu'ils doivent renverser et remplacer l'exploiteur bien nourri et pourvu de toutes les ressources et de toutes les capacités. Ceci ne peut être que l'exception. La démocratie électorale bourgeoise court au devant de la consultation des masses, car elle sait que la majorité répondra toujours en faveur de la classe privilégiée, et lui délèguera volontairement le droit de gouverner et de perpétuer l'exploitation.

Ce n'est pas le fait d'ajouter ou d'enlever du calcul électoral la petite minorité des électeurs bourgeois qui modifiera les rapports. La bourgeoisie gouverne avec la majorité non seulement des citoyens mais même des seuls travailleurs.

Si donc le parti faisait toute la masse prolétarienne juge des actions et initiatives qui lui incombent en propre, il se lierait à un verdict qui serait presque sûrement favorable à la bourgeoisie, et de toute façon moins éclairé, moins avancé, moins révolutionnaire, et surtout moins dicté par la conscience de l'intérêt véritablement collectif des travailleurs et du résultat final de la lutte révolutionnaire, que celui émanant exclusivement de l'organisation de parti.

L'idée d'un droit du prolétariat à disposer de son action de classe n'est qu'une abstraction sans aucun contenu marxiste, et qui cache le désir d'amener le parti révolutionnaire à s'ouvrir à des couches moins évoluées, car à mesure que ceci se produit, les décisions qui en résultent se rapprochent de plus en plus des conceptions bourgeoises et conservatrices.

Si nous voulions des confirmations de cette vérité, non seulement dans le domaine théorique, mais dans les expériences fournies par l'histoire, la moisson serait riche. Rappelons que c'est un lieu commun typiquement bourgeois que d'opposer le «bon sens» de la masse au «méfaits» d'une «minorité d'agitateurs», d'affecter les meilleures dispositions envers les travailleurs tout en nourrissant la pire haine contre le parti, qui est leur unique moyen de parvenir à frapper les exploités dans leurs intérêts. Les courants de droite du mouvement ouvrier, les écoles social-démocrates dont l'histoire a montré le contenu réactionnaire, opposent continuellement la masse au parti et voudraient reconnaître la classe dans des consultations dépassant le cadre étroit du parti; quand ils ne peuvent élargir ce dernier au delà de toute limite précise de doctrine et de discipline dans l'action, ils s'efforcent d'établir que ses organes prééminents ne doivent pas être ceux qui ont été désignés par ses seuls militants, mais ceux dont les membres ont été choisis par un corps plus vaste pour remplir les charges parlementaires - et de fait les groupes parlementaires sont toujours à l'extrême-droite des partis dont ils émanent.

Toute la dégénérescence des partis social-démocrates de la II^{ème} Internationale, et le fait qu'ils sont devenus apparemment moins révolutionnaires que la masse inorganisée, venaient de ce qu'ils perdaient chaque jour un peu plus leur physionomie de parti, justement parce qu'ils faisaient de

l'ouvrierisme, du «labourisme», c'est-à-dire qu'ils fonctionnaient non plus comme des avant-gardes précédant la classe, mais comme son expression mécanique dans un système électoral et corporatif où l'on accordait le même poids et la même influence aux couches de la classe les moins conscientes et les plus soumises à des égoïsmes catégoriels. La réaction à cette pratique néfaste se développa dès avant la guerre, et particulièrement en Italie, dans le sens d'une défense de la discipline interne du parti, d'un refus d'y admettre des éléments qui ne se situaient pas intégralement sur le terrain révolutionnaire de notre doctrine, d'une opposition à l'autonomie du groupe parlementaire et des organes locaux, et d'une épuration du parti de ses éléments douteux. Cette méthode est celle qui s'est révélée comme le véritable antidote du réformisme; elle constitue le fondement de la doctrine et de la pratique de la III^{ème} Internationale, qui met au tout premier plan la fonction du parti centralisé, discipliné, clairement orienté sur les problèmes de principe et de tactique, et pour laquelle «la faillite de partis social-démocrates de la II^{ème} Internationale ne fut pas celle des partis prolétariens en général» mais, qu'on nous permette l'expression, celle d'organismes qui avaient oublié qu'ils étaient des partis parce qu'ils avaient cessé de l'être.

* * *

Il existe encore une autre sorte d'objections à la conception communiste de la fonction du parti, liée à une autre forme de réaction critique et tactique à la dégénérescence réformiste. Ce sont les objections de l'école syndicaliste qui, elle, reconnaît la classe dans les syndicats économiques, et affirme que ce sont eux qui constituent les organes aptes à la guider dans la révolution.

Ces objections en apparence de gauche ont trouvé, après la période classique du syndicalisme français, italien, américain, de nouvelles formulations dans des tendances qui se situent sur les marges de la III^{ème} Internationale. Il est facile de les ramener aussi à des idéologies semi-bourgeoises, aussi bien par la critique de principe, que par la constatation des résultats auxquels elles ont conduit.

On voudrait individualiser la classe dans une organisation qui lui est propre et qui est sans aucun doute caractéristique et très importante: les syndicats professionnels, de catégorie, qui apparaissent avant le parti politique, regroupent des masses beaucoup plus larges, et correspondent par conséquent davantage à la totalité de la classe laborieuse.

D'un point de vue abstrait, un tel critère ne fait que révéler un respect inconscient de ce même mensonge démocratique sur lequel

(Suite en page 8)

Civilisation du capital ...

peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont à leur tour expropriés» (4).

Telle est la perspective, tel est l'objectif! **A bas la civilisation du capital, a bas les valeurs bourgeoises!**

Non à l'unité nationale, oui à la lutte de classe!

Défenseurs français de la civilisation contre les travailleurs en lutte à Douala (Cameroun) en septembre 1945



(1) En fait il a été «suspendu» pendant 2 mois en 1996...

(2) *Le Capital*, Livre Premier, ch. 31, Editions Sociales 1976 p. 555

(3) cf L'article de la prestigieuse revue américaine *Foreign Policy* (10/6/15): «Que faire si l'Etat Islamique gagne? Vivre avec lui». Traduit partiellement dans *Courrier International* n°1286.

(4) *Le Capital*, Ibidem, ch. 32, Ed. Sociales 1976 p. 557

« Il Comunista »

Nr.139 - Giugno 2015

Nell'interno

- Solo la loro unione di classe darà una prospettiva di vita ai proletari migranti e ai proletari autoctoni
- Il mito della Resistenza partigiana tiene accesa la fiamma del nazionalismo, del patriottismo, del sostegno al potere della classe dominante borghese, sotto il cui giogo è prigioniera la classe del proletariato, in pace come in guerra.
- La rivoluzione proletaria è internazionale e internazionale sarà la trasformazione socialista dell'economia (Resoconto sommario della riunione generale di Milano del 24-25 gennaio 2015)
- Quadro generale delle contraddizioni imperialistiche a seguito della crisi 2007-2008
- La grande bestemmia del «socialismo in un solo paese»
- Come ti massacrano Lenin
- Partito e «questione sindacale»
- La teoria marxista della moneta (5). Il credito bancario, o il credito alla terza potenza
- Per un doveroso chiarimento

Periodico bimestrale. Precio del ejemplar: 1,5 €; £ 1; 5FS; Suscripción: 8 €; £ 6; 25 FS; Suscripción de solidaridad: 16 €; £ 12; 50 FS.

Amadeo Bordiga PARTI ET CLASSE

(Suite de la page 7)

la bourgeoisie compte pour assurer son pouvoir en invitant la majorité du peuple à choisir qui le gouvernera.

D'un autre point de vue théorique, cette méthode va au-devant des opinions bourgeoises, quand elle confie aux syndicats l'organisation de la nouvelle société, en revendiquant l'idée d'autonomie et de décentralisation des fonctions productives tout comme les économistes réactionnaires. Mais notre intention n'est pas de développer ici un examen critique complet des doctrines syndicalistes. Il suffira de constater, en passant à l'examen des résultats de l'expérience, que les éléments d'extrême-droite du mouvement prolétarien ont toujours défendu le même point de vue consistant à mettre en avant la représentation syndicale de la classe ouvrière, sachant bien qu'ils estompaient et atténuaient ainsi les caractères du mouvement, pour les simples raisons que nous avons évoquées. La bourgeoisie elle-même ressent à notre époque une sympathie et une inclination nullement illogiques pour dans sa fraction la plus intelligente elle accepterait volontiers de réformer son appareil étatique et représentatif pour faire une large place aux syndicats «apolitiques», et même à leurs revendications de contrôle du système pro-

ductif. La bourgeoisie sent que tant qu'on peut maintenir le prolétariat sur le terrain d'exigences immédiates et économiques qui l'intéressent catégorie par catégorie, on fait oeuvre conservatrice en évitant la formation de cette dangereuse conscience «politique» qui seule est révolutionnaire, parce qu'elle vise le point vulnérable de l'adversaire, la possession du pouvoir.

Mais il n'a pas échappé aux syndicalistes anciens et modernes que la plupart des syndicats étaient dominés par des éléments de droite, et que la dictature des dirigeants petits-bourgeois sur les masses était fondée sur la bureaucratie syndicale plus encore que sur le mécanisme électoral des pseudo-partis social-démocrates. Et alors les syndicalistes, et avec eux de très nombreux éléments mus simplement par un esprit de réaction à la pratique réformiste, se mirent à étudier de nouveaux types d'organisation syndicale, et constituèrent de nouveaux syndicats indépendants des syndicats traditionnels.

Cet expédient était faux sur le plan théorique, parce qu'il ne dépassait pas le critère fondamental de l'organisation économique - l'admission automatique de tous ceux qui sont dans des conditions données du fait de leur participation à la production, sans leur demander de convictions politiques

particulières ni d'engagements particuliers à des actions pouvant exiger jusqu'au sacrifice de leur vie -, et parce qu'en recherchant le «producteur», il ne parvenait pas à dépasser les limites de la «catégorie», alors que le parti de classe, qui considère le «prolétaire» dans la vaste gamme de ses Conditions et de ses activités, réussit seul à éveiller l'esprit révolutionnaire de la classe; et de même qu'il est faux théoriquement, cet expédient se révèle également inefficace dans les faits.

On ne cesse pourtant pas, aujourd'hui encore, de chercher une recette de ce type. Une interprétation tout à fait fautive du déterminisme marxiste, une conception limitée du rôle que jouent dans la formation des forces révolutionnaires, sous l'influence de départ des facteurs économiques, les faits de conscience et de volonté, conduisent un grand nombre de gens à rechercher un système «mécanique» d'organisation qui, en encadrant quasi automatiquement la masse d'après la place des individus qui la composent vis-à-vis de la production, suffirait à la rendre prête à agir pour la révolution avec le maximum d'efficacité révolutionnaire. Ainsi réapparaît la solution illusoire qui consiste à compter sur une formule d'organisation pour résoudre le vieux problème de l'antithèse entre les conquêtes limitées et graduelles et la réalisation suprême du programme révolutionnaire, en liant la satisfaction quotidienne des besoins économiques au résultat final du renversement du système social. Mais, comme l'affirmait avec justesse dans une de ses résolutions la majorité du parti communiste allemand, à un moment où ces

questions étaient particulièrement brûlantes en Allemagne (et allaient déterminer la sécession du KAPD), **la révolution n'est pas une question de forme d'organisation.**

La révolution exige une organisation de forces actives et positives, unies par une doctrine et par un but. Des couches importantes et d'innombrables individus appartenant matériellement à la classe dans l'intérêt de laquelle la révolution triomphera sont en dehors de cette organisation. Mais la classe vit, lutte, avance, vainc grâce à l'oeuvre des forces qu'elle a engendrées dans les douleurs de l'histoire. La classe part d'une homogénéité immédiate des conditions économiques, qui nous apparaît comme le premier moteur de la tendance à dépasser, à briser l'actuel système de production, mais pour assumer cette tâche grandiose elle doit avoir une pensée propre, une méthode critique propre, une volonté propre visant précisément à atteindre les buts que la recherche et la critique ont définis, une organisation de combat propre qui canalise et utilise avec le meilleur rendement les efforts et les sacrifices.

Tout cela, c'est le parti.

Curiosités Le cas PAZOC

PAS CLAIR, PAZOC?

Depuis quelques semaines, un nouveau webzine (magazine diffusé sur le web) circule sur internet: *Paris Zone de Combat* (abrégé en PaZoC) sous-titré «Première revue simultanée».

A première vue, il semble s'agir d'une revue insurrectionnaliste: Pazoc appelle en effet à une insurrection lors de la tenue de la Conférence sur le climat en décembre à Paris, ou plutôt à une «semaine de chaos» où simultanément tous les révoltés s'empareraient - pacifiquement, semble-t-il! - des bâtiments publics et des centres névralgiques de l'Etat pour «faire tout péter»; mais il est difficile de décider si Pazoc relève d'un simple infantilisme ou d'une grossière provocation potache, tant c'est une extraordinaire confusion qui en est l'élément central et revendiqué.

Le webzine parle beaucoup de révolution, il publie en dernière page des extraits de l'article de Lénine «Le programme militaire de la révolution prolétarienne»; il va même jusqu'à consacrer plusieurs pages à faire l'éloge des «bordiguistes», citant des extraits de rapports de Bordiga sur le fascisme (Pazoc n°4) ou notre brochure «Auschwitz...»; mais il préconise en même temps une alliance... avec les fachos contre la «ploutocratie», car ceux-ci ont une expérience militaire (!), et il lance un «appel aux cathos» («mais juste pour détruire, pas de sermons après!») (Pazoc n°3). Au frou!

En fait cet invraisemblable et peu ragoutant brouet n'est pas si étonnant car l'interclassisme le plus débridé est de règle dans Pazoc: il glorifie le caractère quasiment révolutionnaire des «petits patrons poujadistes», des paysans, des artisans, des «méchants djihadistes», des pédophiles, etc. pour justifier la révolte simultanée de tous les mécontents. Par contre la classe ouvrière, elle, serait maintenant selon Pazoc, une «classe privilégiée» (Pazoc n°5)! Pour devenir révolutionnaire, il lui faudrait «obéir à la grande classe des appauvris», aux «déclassés»...

Pazoc publie un très court «programme pour moi et pour les autres» en 10 points: on y trouve entre autres la revendication de la fin du permis de conduire à points, de l'abrogation du contrôle technique des automobiles, de la gratuité des autoroutes, de l'accession à la propriété des appartements HLM, etc..

Mais aucune revendication spécifiquement prolétarienne, comme l'augmentation

massive des salaires, la réduction drastique de la journée de travail, le salaire intégral aux chômeurs, l'arrêt des expulsions des logements, la régularisation des travailleurs sans-papiers, etc., n'est présente: le «moi» qui a rédigé ce programme est sans aucun doute un automobiliste mais n'est assurément pas un prolétaire! D'ailleurs «la première mesure» à prendre pour «accompagner» ce programme et le refus de payer la dette de la France, serait la suppression de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés afin de «rassurer la bourgeoisie et les TPE [Très Petites Entreprises, NdIR]» (Pazoc n°2)!

TRÈS CLAIR, AU CONTRAIRE!

En dépit de son verbiage pseudo-révolutionnaire, Pazoc s'inscrit dans l'effort permanent pour engluer le prolétariat en général, et en particulier les quelques prolétaires d'avant-garde poussés aujourd'hui à rompre avec le paralysant carcan réformiste, dans un informe magma interclassiste où les intérêts bourgeois dominent inévitablement: c'est donc une opération fondamentalement **antiprolétarienne**.

Et de fait, le masque est tombé assez rapidement: Pazoc n'est en réalité que le faux nez de vrais fachos; en effet le magazine/webzine d'extrême-droite *Le Lys Noir*, apparu au moment de la «manif pour tous», qui se définit comme «anarcho-royaliste», qui veut «purger la pourriture des métropoles», interdire «toute forme d'immigration», qui accuse Le Pen de ne jamais avoir pris les armes et qui préconise un «putsch contre le RSI (Régime Social des Indépendants (artisans) -NdIR)» après avoir appelé l'armée à réaliser un «coup de force» pour soutenir les manifestants anti-mariage pour tous et dénoncé l'influence des francs-maçons au ministère de la Défense, etc., etc., affirme dans le n°27 de sa version Web, que Pazoc est sa création, en collaboration avec... le «Comité Bordiguiste» et le «Projet Communiste Agrarien»! Ces deux groupes sont évidemment de son invention, comme est de son invention un prétendu «fichier bordiguiste des antifascistes» où il aurait puisé l'adresse de certains militants «antifas»...

A ceux qui auraient pu se laisser prendre au piège Pazoc, nous rappellerons brièvement que pour nous «le fascisme incarne la lutte contre-révolutionnaire de tous les éléments bourgeois unis» (rapport de Bordiga

sur le fascisme au IVe Congrès de l'Internationale Communiste); si nous combattons l'antifascisme démocratique, ce n'est pas parce qu'il veut combattre le fascisme, mais au contraire parce qu'il **désarme** le prolétariat face au fascisme - ou tout simplement face à la bourgeoisie - en noyant le prolétariat dans une alliance démocratique interclassiste qui le soumet à l'ordre bourgeois. Quant à la révolution, s'il elle s'accompagne inévitablement de l'explosion de toutes les contradictions sociales, elle ne devient telle que lorsque le prolétariat, **organisé en classe donc en parti** (Le Manifeste Communiste), a la force de diriger toutes les manifestations de révolte vers la destruction de l'ordre capitaliste et l'installation, sur les ruines de l'Etat bourgeois, de son propre pouvoir dictatorial, exercé par son **parti**.

Pour les bourgeois, la révolution, c'est le **chaos**; pour les prolétaires c'est le combat unifié et centralisé afin de sortir du **désordre** bourgeois et d'aller vers un ordre supérieur: celui de la dictature du prolétariat, étape nécessaire pour déraciner le capitalisme et ouvrir la voie à la société sans classes ni Etats, sans guerres ni frontières, sans argent ni marché, sans exploitation ni injustices: le **communisme**.

* * *

Le cas Pazoc n'a en lui-même pas grande importance, les délires fantasmagoriques des anarcho-royalistes ou «monarcho-fascistes» (un autre nom qu'ils se donnent) n'ayant guère de chance d'avoir aujourd'hui un écho quelconque, tant règnent encore la paix sociale et la collaboration de classe.

Mais il apporte de l'eau au moulin des démocrates adorateurs de l'ordre établi, qui, par crainte de voir le statu-quo social ébranlé, ne cessent de dénoncer partout des alliances rouge-brun (selon le vieil adage conformiste selon lequel *les extrêmes se rejoignent*) dans le but de discréditer la critique et l'action des révolutionnaires. L'invraisemblable Pazoc est un signe supplémentaire de l'extraordinaire confusion politique régnante à notre époque où les positions prolétariennes de classe sont repoussées avec horreur quand elles ne sont pas ignorées.

Il faut donc y trouver une nouvelle raison de les défendre envers et contre tout, une nouvelle démonstration de la nécessité de diffuser les enseignements politiques cruciaux des batailles de classe du passé et de combattre les perpétuelles tentatives de défigurer ou d'altérer le **programme communiste** authentique où elles sont inscrites en lettres de feu, et sur la base duquel devra se reconstituer le **parti mondial de la révolution communiste**.

Lisez, diffusez, soutenez la presse internationale du parti ! Abonnez-vous !

«le prolétaire»
Journal bimestriel
«Programme communiste»
Revue théorique
«il comunista»
Journal bimestriel en italien
«el programa comunista»
Revue théorique en espagnol
«el proletario»
Journal en espagnol
«Proletarian»
Supplément en anglais au «prolétaire»

Notre site Internet :

www.pcint.org

Adresse e-mail :

leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Troisième liste 2015

Alain: 7,50/AB: 46,50/Baillet: 2,50/Montreal: 15,00/Paris: 600,00/Premier mai: 501,00 / Soutien aux activités du PCI: 375,50/Victor: 20,00

Total liste: 1568,00

Total général: 4305,00

Points de contact:

Aix-en-Provence, Paris: pour avoir la date et le lieu des prochaines réunions, écrire au journal.

CORRESPONDANCE :

Pour la France : Programme, B.P. 57428, 69347 Lyon Cedex 07
Pour la Suisse : Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.
Versements: timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «prolétaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**